

UNAMIR

INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY

1 NOV 1995 - 23 MAR 1996

ARMS FLOW

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

[7 CONFIDENTIAL]

EL/WG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES 5-1120

BOX 12

FILE 7

ACC. 1998/0278

Plus à 800, car 48
repat. A. sent it 1: DPA
DPKO & UNHCR fu mf.

Reçu le 23 MARS 1996

E1

23-3
UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA - ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA - ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

RECEIVED
23 MAR 1996
OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

OUTGOING FAX NO. 025/96/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

A : M. Shaharyar Khan Représentant Spécial du Secrétaire Général KIGALI, RWANDA	DE : Cheikh-Tidiane Gaye Directeur du Bureau de Liaison de la MINUAR KINSHASA, ZAIRE.
FAX NO.: (1) (212) 963 3090	
ATTN.:	DATE: 23 mars 1996
CC:	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC:	SECTION:
OBJET: Situation dans les camps Kibumba et Nyangesi.	

1. L'encerclement des camps de Kibumba et Nyangesi effectué le 13 février 1996 par les militaires zaïrois a pris fin depuis quelques jours.
2. Depuis une semaine, on ne signale aucune présence militaire à l'intérieur ou à l'extérieur des deux camps.
3. A Nyangesi, on parle de la création d'un peloton mobile d'intervention composé de quelques dizaines de militaires zaïrois chargés de surveiller les activités dans le camp. Le peloton n'est pas encore opérationnel par manque de moyens de transport.
4. Parallèlement au retrait militaire, les autorités régionales ont annoncé la fermeture définitive des deux camps en demandant aux organisations humanitaires d'arrêter toute assistance aux réfugiés.

Shirh
ares?

/...

5. Cependant, les deux camps sont toujours peuplés de réfugiés qui ont repris leurs activités.
6. Les organisations humanitaires, qui n'ont jamais interrompu leur assistance aux réfugiés, continuent à assurer la distribution d'eau, de nourriture et de médicaments. Les seuls secteurs perturbés sont les transports et le petit commerce dans les camps.
7. Au cours de l'opération encerclement, on a annoncé l'éloignement des camps de treize 'intimidateurs' qui se trouveraient en résidence surveillée à Kinshasa.
8. Le rapatriement volontaire est pratiquement arrêté. Les réfugiés ont trouvé un nouveau prétexte pour refuser de rentrer au Rwanda.
9. Selon leurs dirigeants, la MINUAR s'étant retirée du Rwanda, la sécurité des réfugiés ne pourra pas être assurée par les Organisations humanitaires et les ONG.

Haute considération.

Reçu le 21 MARS 1996

Copy: ED

21-3-96

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR MINUAR

OUTGOING FAX NO. 023/96/GFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

21 MAR 1996

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

A : M. Shaharyar Khan Représentant Spécial du Secrétaire Général KIGALI, RWANDA FAX NO.: (1) (212) 963 3090	DE : Cheikh-Tidiane Gaye Directeur du Bureau de Liaison de la MINUAR KINSHASA, ZAIRE.
ATTN.:	DATE: 20 mars 1996
CC:	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC:	SECTION:
OBJET: Préparatifs des élections législatives et présidentielles.	

1. Le nouveau gouvernement zaïrois, appuyé par les bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale, Union Européenne, USA et Canada) s'est fixé deux objectifs essentiels: la remise en marche de l'économie et la tenue des élections présidentielles et législatives avant fin juillet 1997.
2. En ce qui concerne les élections, une Commission Nationale des Elections (CNE) instituée par l'article 120 de l'Acte constitutionnel de la transition est chargée d'organiser, de gérer et de contrôler le référendum constitutionnel, les élections présidentielles et législatives.
3. Les deux grandes familles politiques du Zaïre (mouvance présidentielle et opposition radicale) ont déjà adopté le règlement intérieur de la Commission nationale des élections. Chaque groupe a également désigné les 22 membres qui le représenteront au sein de la CNE dont l'effectif est de 44.

/...

4. Les négociations engagées depuis des semaines pour la composition du bureau de CNE viennent d'aboutir à la nomination du Président M. Bayona Bameya des Forces politiques du Conclave (FPC), un proche du Président Mobutu.
5. Deux adjoints ont été nommés: Il s'agit du Prof. Georges Nzongola de l'Union Sacré de l'Opposition Radicale et Alliés (USORAL), proche de M. Etienne Tshisekedi, et de M. Kasongo Nyamvie du parti de l'Union des Fédéralistes Républicains Indépendants (UFERI).
6. Enfin, signalons que l'Union Européenne vient de publier le rapport final (50 pages) de la "Mission d'évaluation des besoins pour les élections au Zaïre" qui avait effectué un séjour de trois semaines au Zaïre (du 11 août au 1er septembre 1995).
Ce rapport et le règlement intérieur de la Commission Nationale des Elections (CNE) vous parviendront, via New York par la valise diplomatique.

(Next month may be.)

Haute considération

Reçu le 21 MARS 1996 *Copy* *ED*

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



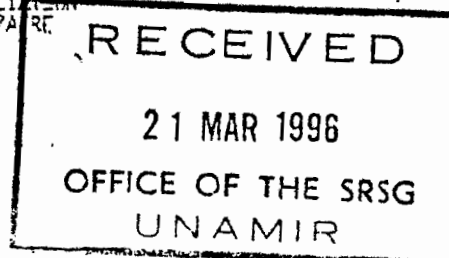
NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR MINUAR

OUTGOING FAX NO. 023/96/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____



A : M. Shaharyar Khan Représentant Spécial du Secrétaire Général KIGALI, RWANDA FAX NO.: (1) (212) 963 3090	DE : Cheikh-Tidiane Gaye <i>Signature</i> Directeur du Bureau de Liaison de la MINUAR KINSHASA, ZAIRE.
ATTN.:	DATE: 20 mars 1996
CC:	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC:	SECTION:
OBJET: Préparatifs des élections législatives et présidentielles.	

1. Le nouveau gouvernement zaïrois, appuyé par les bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale, Union Européenne, USA et Canada) s'est fixé deux objectifs essentiels: la remise en marche de l'économie et la tenue des élections présidentielles et législatives avant fin juillet 1997.
2. En ce qui concerne les élections, une Commission Nationale des Elections (CNE) instituée par l'article 120 de l'Acte constitutionnel de la transition est chargée d'organiser, de gérer et de contrôler le référendum constitutionnel, les élections présidentielles et législatives.
3. Les deux grandes familles politiques du Zaïre (mouvance présidentielle et opposition radicale) ont déjà adopté le règlement intérieur de la Commission nationale des élections. Chaque groupe a également désigné les 22 membres qui le représenteront au sein de la CNE dont l'effectif est de 44.

/...

4. Les négociations engagées depuis des semaines pour la composition du bureau de CNE viennent d'aboutir à la nomination du Président M. Bayona Bameya des Forces politiques du Conclave (FPC), un proche du Président Mobutu.
5. Deux adjoints ont été nommés: Il s'agit du Prof. Georges Nzongola de l'Union Sacré de l'Opposition Radicale et Alliés (USORAL), proche de M. Etienne Tshisekedi, et de M. Kasongo Nyamvie du parti de l'Union des Fédéralistes Républicains Indépendants (UFERI).
6. Enfin, signalons que l'Union Européenne vient de publier le rapport final (50 pages) de la "Mission d'évaluation des besoins pour les élections au Zaïre" qui avait effectué un séjour de trois semaines au Zaïre (du 11 août au 1er septembre 1995).
Ce rapport et le règlement intérieur de la Commission Nationale des Elections (CNE) vous parviendront, via New York par la valise diplomatique.

(Next month maybe.)

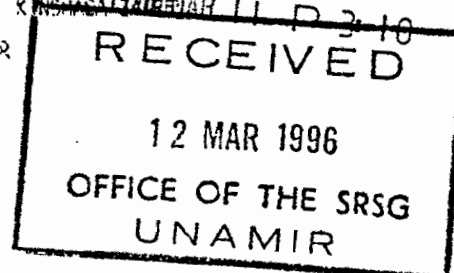
Haute considération.

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



UNAMIR - MINUAR

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE



OUTGOING FAX NO. 021/96/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

A : M. Shaharyar Khan Représentant Spécial du Secrétaire Général KIGALI, RWANDA	DE : Cheikh-Tidiane Gaye Directeur du Bureau de Liaison de la MINUAR KINSHASA, ZAIRE:
FAX NO.: (1) (212) 963 3090	
ATTN.:	DATE: 11 mars 1996
CC:	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC:	SECTION:
OBJET: Situation dans les camps encerclés.	

1. Depuis notre Fax 018/96/OFF du 27 février 1996, le nombre de soldats zaïrois encerclant les camps Kibumba et Nyangesi n'a cessé de diminuer.
2. A Kibumba, une vingtaine de soldats sont en faction pendant le jour et retournent à Goma pendant la nuit.
3. Avec l'absence des militaires, les réfugiés reprennent leurs activités pendant la nuit.
4. Deux réfugiés coupeurs de bois furent tués fin février 1996 par des gardes forestiers.
5. Par ailleurs, les fermes environnantes souffrent de plus en plus de la pénurie de la main d'oeuvre, et on craint des conséquences néfastes sur les prochaines récoltes.

/...

- 11

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

ASSISTANCE MISSION FOR MINUAR

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU MINUAR

UNAMIR - MINUAR

Recu le 28 FEV. 1996

FACSIMILE COVERSHEET

TO: MR. WILFRID DE SOUZA
EXECUTIVE DIRECTOR
UNAMIR, KIGALI
TEL: (212)963-3582
FAX: (212)963-3090

FROM: LADANM. RAFII
POLITICAL/LEGAL OFFICER
UNAMIR, NAIROBI
TEL: 254-2-622524
FAX: 254-2-622935

DATE: 28 FEBRUARY 1996

TOTAL NO. OF PAGES (INCLUDING COVER SHEET): 3

MESSAGE: I HAVE ATTACHED THE COPIES OF THE DOCUMENTS REQUESTED. I LOOK FORWARD TO SPEAKING WITH YOU AGAIN SOON.

BEST REGARDS.

UNITED NATIONS
INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY



ICOI RWANDA - CIDE RWANDA
NAIROBI, KENYA

NATIONS UNIES
COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE

FACSIMILE TRANSMISSION SHEET

Date: 27 February 1996

IN/FAX 464/96

TO: MR. YOFTHA DIMETROS CALO LIAISON OFFICE UNAMIR NAIROBI	FROM: BRIGADIER MUJAHID ALAM MEMBER INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY (RWANDA) AT NAIROBI
FAX: 218016/622668	FAX: (254-2) 62.29.35 TEL.: (254-2) 62.23.17/62.12.34
SUBJECT: <u>Staffing and office requirements for the International Commission of Inquiry in Nairobi</u>	
NUMBER OF PAGES (including cover note): One	

1. I am writing on behalf of Ambassador Mahmoud Kassem, Chairman of the International Commission of Inquiry (ICOI) with regard to continuing arrangements for the Commission's office requirements in Nairobi.

2. In a telephone conversation today, Ambassador Kassem asked me to inform you that his instructions to you regarding the status of the Commission's office and the disposition of its premises remain unchanged, especially in light of information received from New York that they have no objection to his proposals through 31 March 1996. As such, he would like to reiterate that "nothing be changed" and that "the offices, materials, appliances not be touched until at least the end of next week," following which he will convey "clear instructions" from New York. He further added that, considering the clarity of his instructions, he desires that the present arrangement should continue without any change at least till 8 March 1996.

3. Your assistance and cooperation with regard to the above would be greatly appreciated.

CAHO,

1000

ICOI-NAIROBI

254 2 622935

27/02/96 16:09

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

Reçu le 04 MARS 1996

4/3

OUTGOING FAX NO. 017/96/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED
27 FEB 1996
OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

TO: M. Shaharyar Khan Représentant Spécial du Secrétaire Général KIGALI, RWANDA FAX NO.: (1) (212) 963 3090	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Directeur du Bureau de Liaison de la MINUAR KINSHASA, ZAIRE. <i>bf</i>
ATTN.:	DATE: 27 février 1996
CC:	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC:	SECTION:
OBJET: SITUATION DANS LES CAMPS ENCERCLÉS.	

1. De jour en jour, la situation dans les camps des réfugiés situés au Kivu redevient normale.
2. Les camps encerclés, Kibumba (190.000 réfugiés), Nyangesi-Mulwa (26.000 réfugiés) sont chacun gardés par une soixantaine de soldats zaïrois au lieu de 250, chiffre annoncé officiellement.
3. Le rapatriement volontaire reste dérisoire à Kibumba, tandis que dans le camp de Nyangesi, la tendance est à la baisse, à peine une centaine par jour.
4. Une des conséquences de la restriction du déplacement des réfugiés, beaucoup de chantiers et d'entreprises industrielles souffrent de pénurie de la main d'oeuvre. Par ailleurs, les travaux champêtres des fermes environnantes ne sont pas réalisés; retard dû à l'absence de travailleurs saisonniers que sont les réfugiés hutu.
5. Cependant, avec le relâchement de l'encerclement et la diminution progressive des soldats zaïrois, les coupeurs de bois reprennent à la tombée de la nuit, le chemin des forêts et s'adonnent à leurs activités

.../...

6. Les organisations internationales humanitaires poursuivent sans relache la distribution de nourriture, médicaments etc...
7. A ce jour, une situation normale et stable se consolide de plus en plus dans les camps du Kivu.

Haute considération.

F/12 -114

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

UNAMIR
1996 JAN 15 A 9:58

OUTGOING FAX NO. 012/96/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

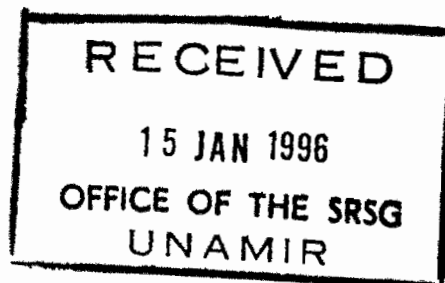
Copy ~~15-1-96~~

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali FAX NO.: 963 3090	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye <i>leaf</i> Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire.
ATTN.:	DATE: January 12, 1996
CC:	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 37 69 466 : (19) 1407 726 5004
CC:	SECTION:
SUBJECT: Visit of the International Commission of Inquiry to Zaire	

1. Please find attached herewith the copy of the letter addressed to the Secretary General of the United Nations by the Vice-Prime Minister, Minister of Foreign Affairs, Me Kamanda wa Kamanda.

Best regards.

Vu
A done
5-2-96
WS



République



du Zaïre

Ministère des Affaires étrangères

Kinshasa, le 12 Jan 1996

N° 130/ 00030 /96

A Monsieur le Secrétaire Général
des Nations Unies

à New York

Monsieur le Secrétaire Général,

Le gouvernement zaïrois a pris acte de la position du Secrétaire Général au sujet d'une part, de son interprétation de la résolution 1013 du 7 septembre 1995 et d'autre part, des termes de référence du mandat de la Commission Internationale d'enquête qui ne nous ont jamais été communiqués, en dépit de la lettre du Premier Ministre du 23 juin 1995 et de la note verbale du ministère des Affaires Etrangères adressées le 27 novembre 1995 au Représentant du Bureau de Liaison de la Minuar à Kinshasa.

Le gouvernement zaïrois constate néanmoins avec étonnement :

- 1) que certains membres de la commission sont entrés au Zaïre et se sont transportés dans les camps de Kibumba et du Lac Vert accompagnés d'un agent du HCR avant d'avoir pris contact avec la partie zaïroise pour discuter des termes de référence de la mission à mener, conformément à la lettre du Premier Ministre du 23 juin 1995 et à la note verbale du ministère des Affaires Etrangères du 27 décembre 1995 adressée au Représentant du Bureau de liaison de la Minuar à Kinshasa qui sont restées sans réponse jusqu'à ce jour.
- 2) que la Commission Internationale d'enquête n'accepte pas, au moment de ses enquêtes et de ses auditions la présence des hauts magistrats militaires zaïrois assermentés et qui ont reçu mission de ne pas interférer dans l'enquête indépendante de la commission.

P.B.P. : 7100

Kin-Bumba

Tél. : 21.118

Téléfax : 42.090

Adresse : Place de

l'indépendance

7/17 - 3476

UNITED NATIONS
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

UNAMIR
1995 DEC 28 A 11:16

OUTGOING FAX NO. 033/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

29 DEC 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

TO: H.E. Ambassador Mahmoud Kassem Chairman of the International Commission of Inquiry Nairobi FAX NO.: 254-2 622 935	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire.
CC: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali FAX NO.: 963-3090 Mr. S. Iqbal Riza Assistant Secretary-General for PEACE-KEEPING OPERATIONS FAX NO.: 963 6460	DATE: December 28, 1995
CC: Mr. Lansana Kouyaté Assistant Secretary-General Department of Political Affairs United Nations, New York FAX NO.: 212 963 1323	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
SECTION:	
SUJET: VISITE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE A GOMA	

1. Suite à votre fax no 2033 du 21 décembre relatif au programme de votre séjour à Goma, j'ai transmis votre message le 26 décembre 1995 au Général Fariala Eutcha revenu du Kivu la veille.
2. Le Général Fariala, qui ne pourra être à Goma que le 7 janvier, propose d'attendre jusqu'à votre arrivée le 8 janvier pour discuter votre programme de séjour avec les autorités régionales.

SRSG

Reçu le 29 DEC. 1995

3. En attendant, le Général Fariala conseille au Général Alam et au Colonel Almeling qui arriveront à Goma le 5 janvier 1996 d'observer une grande prudence et d'éviter tout déplacement touristique dans la ville.
4. Selon le Général, il y a une haute tension dans la région du Nord Kivu où existe une atmosphère de guerre se caractérisant par l'explosion de mines et de bombes causant de nombreux morts et blessés.
5. Par ailleurs, le Général a indiqué qu'une dizaine "d'intimidateurs" avaient été arrêtés dans les camps de réfugiés par les autorités zairoises.

Haute considération.



Kigali, 23 December 1995

My Dear Claude,

I enclose copy of a self-explanatory letter addressed by Ambassador Mahmoud Kassem, Chairman of the International Commission of Inquiry, to the Foreign Minister Anastase Gasana. You will see that letter expresses some disappointment at the Commission not being able to receive the information it had sought.

I hope the Ministry of Defence will be able to cooperate with the Commission in the future.

With every good wish

Yours sincerely
Shaharyar M. Khan

Shaharyar M. Khan
Special Representative
of the Secretary-General

Mr. Claude Dusaidi
Political Adviser
Minister of Defence
Kigali (Rwanda)

Reçu le 29 DEC. 1995



Kigali, 22 December 1995

Mr. Minister,

I am writing to you in my capacity as the Chairman of the International Commission of Enquiry set up in accordance with Security Council resolution 1013 (1995) of 7 December 1995, Commission whose mandate is to receive information and investigate allegations on the supply of arms to the former Rwanda Government forces, in contravention of the arms embargo imposed by the United Nations Organisation. By this letter, I wish to seek from your Government some information that could, in my view, be useful to us.

As you know, the Security Council, through resolution 918 (1994) of 17 May 1994, imposed an embargo on supply of arms to Rwanda. Through resolution 997 (1995) of 9 June 1995, the Council affirmed that the embargo applied as well to the sale and supply of arms and matériel to "persons in the States neighbouring Rwanda, if that sale or supply is for the purpose of the use of such arms and matériel within Rwanda" - that is, for use by the former Rwanda Government forces; the same restriction was confirmed by resolution 1011 (1995).

Following some information from various sources to the effect that arms were being or had been supplied to the former Rwanda Government forces in violation of the embargo, the Council requested the Secretary-General, through resolution 1013 (1995), to set up urgently an international commission of enquiry and requested States to collect information available to them concerning the issues raised in the mandate of the Commission and to communicate such information as soon as possible. The Council further requested the Secretary-General to present, within three months after the setting up of the Commission, a report on the preliminary conclusions of this Commission. In that respect, the Commission plans to submit its report to the Secretary-General towards mid-January 1996.

You will remember in that connection that the Permanent Representative of Rwanda to the United Nations, Mr. Manzi Bakuramutsa, sent on 5 July 1995 a letter to the President of the Security Council (document S/1995/547 of the Security Council), concerning the training of and arms supply to the militias and soldiers of the former régime in neighbouring countries. In his letter, Mr. Bakuramutsa indicated that the authors of genocide continued to rearm themselves with impunity. He cited as proof reports of

H.E. The Minister for Foreign Affairs,
Kigali
Rwanda

Human Rights Watch, an American non-governmental organisation, as well as other reports by Amnesty International and BBC.

The International Commission of Enquiry took note of those reports and pursues its work taking into account elements that feature therein and, at the same time, other data collected on its own initiative.

During my visit to Rwanda on 9 November, I met the Vice-President and Minister of Defence, General Paul Kagame, whom I requested to allow the members of the Commission to get in touch with the Rwanda Army intelligence officers, so as to obtain information that is of interest to the Commission. General Kagame having granted my request, two members of the Commission, namely Inspector Hanssens and Col. Mutanda, met some Rwandese authorities and tried to have new talks on the issue.

Unfortunately, the information so far received by the two members of the Commission is not of much use to us. During their visit, the two members had difficulties to obtain appointments with the intelligence officers they were in contact with. Since the International Commission has a deadline to meet and very limited human resources at its disposal, I request your Government to kindly convey to the Commission, as soon as possible, all information available on sales and supplies of arms to the former Rwanda Government forces, which sales and supplies would have been done in contravention of relevant Security Council resolutions, together with similar information on the training given to the same forces with the aim of destabilising Rwanda.

You could reach us at the following address:

Ambassador Mahmoud Kassem
Chairman of the International
Commission of Enquiry on Rwanda,
United Nations Organisation
Gigiri, P.O. Box 30552
Nairobi, Kenya
Tel: 254-2-6223-17
Fax: 254-2-622935/622668

The Commission can also be contacted through the Department of Peace-Keeping Operations of the United Nations Organisation, United Nations Headquarters, New York. Thank you for your cooperation.

Please accept the assurances of my highest consideration.

Mahmoud Kassem
Chairman
International Commission of Enquiry



ICOI RWANDA - CIDE RWANDA
NAIROBI, KENYA UNAMIR

RECEIVED

21 DEC 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

1995 DEC 21 A 10: 20

ICOI # 2030

FACSIMILE TRANSMISSION SHEET

Date: 20 December 1995

To: Ambassador Shaharyar M. Khan Special Representative of the Secretary-General UNAMIR Kigali, Rwanda	From: Mahmoud Kassem (Amb.) Chairman International Commission of Inquiry (Rwanda) at Nairobi
Fax: 212-963-3090/250-86877	Fax: (254-2) 62.29.35/ 62.26.68 Tel.: (254-2) 62.23.17/ 62.24.92
Pages (including this page): 4	

Please be advised that I have sent today the attached letter to the Minister for Foreign Affairs of Rwanda.

*PT speak after you
have said his paper
Shaharyar Khan
21-12
ED (H. D. M. (b))*

Reçu le 20 DEC. 1995

SRSF

UNITED NATIONS
INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY



NATIONS UNIES
COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUÊTE

ICOI RWANDA - CIDE RWANDA

20 December 1995

Monsieur le Ministre,

Je vous écris en ma qualité de Président de la Commission internationale d'enquête créée en application de la résolution 1013 (1995) du Conseil de sécurité en date du 7 septembre 1995 et ayant pour mandat de recueillir des renseignements et d'enquêter sur les informations faisant état du réarmement des anciennes forces gouvernementales rwandaises, en violation de l'embargo sur les armes décrété par l'Organisation des Nations Unies. Je viens, par la présente, solliciter de votre Gouvernement des informations qui, de mon avis, nous seraient utiles.

Comme vous le savez, le Conseil de sécurité, par sa résolution 918 (1994) du 17 mai 1994, a décrété un embargo sur les armes à destination du Rwanda. Par sa résolution 997 (1995) du 9 juin 1995, le Conseil a affirmé que l'embargo s'appliquait à la vente ou à la fourniture d'armes et de matériel à "des personnes se trouvant dans des Etats voisins si l'objet de cette transaction est l'utilisation au Rwanda", c'est-à-dire les anciennes forces gouvernementales rwandaises, interdiction confirmée par la résolution 1011 (1995).

A la suite d'informations émanant de diverses sources et selon lesquelles des armes étaient ou avaient été livrées aux anciennes forces gouvernementales rwandaises en violation de l'embargo, le Conseil, par sa résolution 1013 (1995), a demandé au Secrétaire général d'établir d'urgence une commission internationale d'enquête et a demandé aux Etats de rassembler les informations dont ils disposent concernant les questions relevant du mandat de la Commission et de communiquer ces informations dès que possible. Le Conseil a en outre prié le

Son Excellence
Monsieur le Ministre des
affaires étrangères
KIGALI
Rwanda

Secrétaire général de présenter, dans les trois mois suivant la création de la Commission, un rapport sur les premières conclusions de celle-ci. A cet égard, la Commission a l'intention de faire rapport au Secrétaire général vers la mi-janvier 1996.

Vous vous rappellerez à cet égard que le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Manzi Bakuramutsa, a adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité (document S/1995/547 du Conseil de sécurité), le 5 juillet 1995, au sujet de l'entraînement et du réarmement des miliciens et des soldats de l'ancien régime rwandais dans des pays voisins. Dans sa lettre, M. Bakuramutsa indiquait que les auteurs du génocide continuaient de se réarmer en toute impunité. Il citait, à l'appui de ses dires, des rapports de Human Rights Watch, une organisation non gouvernementale américaine, d'Amnesty International et de la BBC.

La Commission internationale d'enquête a eu connaissance de ces rapports et poursuit ses travaux en tenant compte à la fois des éléments qui y figurent et des renseignements qu'elle recueille de sa propre initiative.

Au cours de la visite que j'ai effectuée au Rwanda le 9 novembre dernier, j'ai rencontré le Vice-président et Ministre de la défense, le général Paul Kagame, à qui j'ai demandé de bien vouloir accepter que des membres de la Commission se mettent en rapport avec des officiers de renseignement de l'armée rwandaise pour obtenir des informations intéressant la Commission. Le général Kagame ayant donné suite à ma demande, deux membres de la Commission, l'Inspecteur Hanssens et le Colonel Mutanda, ont rencontré des membres des autorités rwandaises et ont essayé d'avoir de nouveaux entretiens sur la question.

Malheureusement, les renseignements qu'ils ont recueillis jusqu'à présent ne nous sont pas d'une grande utilité. Au cours de leur visite, les deux membres de la Commission ont eu du mal à obtenir des rendez-vous avec les officiers de renseignement avec lesquels ils étaient en contact. La Commission internationale disposant d'un délai et de ressources humaines très limités, je me permets de demander à votre Gouvernement de bien vouloir transmettre à la Commission, dès qu'il lui sera possible, toute information dont il pourrait disposer au sujet des ventes et fournitures d'armes aux anciennes forces gouvernementales du Rwanda qui auraient été effectuées en

violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'entraînement qui serait dispensé à ces forces en vue de déstabiliser le Rwanda.

Vous pourriez nous les faire parvenir à l'adresse suivante:

Ambassadeur Mahmoud Kassem
Président de la Commission internationale
d'enquête sur le Rwanda
Organisation des Nations Unies
Gigiri, P.O. Box 30552
Nairobi (Kenya)

(Téléphone : (254 2) 62 23 17; télécopie :
(254 2) 62 29 35 ou (254 2) 62 26 68).

La Commission peut également être contactée par l'intermédiaire du Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, au Siège de l'Organisation, à New York.

Je vous remercie de votre coopération.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission internationale
d'enquête



Mahmoud Kassem



UNAMIR - MINUAR

OUTGOING FAX NO. 6923
MIR NO. /
MISC NO. 4072

PAGE 1 OF 1
UNAMIR
1995 DEC 20 P 7 041

A: CHEIKH TIDIANE GAYE DIRECTEUR BUREAU DE LIAISON MINUAR KINSHASA (ZAIRE)	DE: ISMAEL A. DIALLO DIRECTEUR EXECUTIF A.I. <i>A. Diallo</i> MINUAR KIGALI, RWANDA
ATTN: INFO:	DATE: 20 DECEMBRE 1995
FAX NO: 212-376.9466 <i>ok</i> PHONE: 243-88-45325	PHONE: 212-963-3093 FAX NO: 212-963-3090
ORIGINATOR:	SECTION: OSRSG
OBJET: LETTRE DE RECOMMANDATION	

1. Merci de nous avoir fait tenir le texte de la lettre de recommandation du Ministre Zaïrois de la Justice aux Procureurs généraux de Kinshasa, Goma et Bukavu, relative à l'assistance à apporter à la Commission Internationale d'Enquête.

2. L'Ambassadeur KHAN est d'avis que vous pourriez adresser toute correspondance concernant la mission de ladite Commission directement à l'ICIA (Ambassadeur Kassem), au DPKO, au DPA, par fax pour information.

Bien cordialement.

UNAMIR
1995 DEC 20 P 7 111

ISMAEL A. DIALLO

1

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

UNAMIR

1995 DEC 20 A 9:53

OUTGOING FAX NO. 029/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

20 DEC 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>laf</i>
ATTN.:	DATE: December 19, 1995
FAX NO.: 212 693.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: TRANSFERT DE LA LETTRE DE RECOMMANDATION	

1. J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-jointe en annexe, la lettre de recommandation que le Ministre de la Justice a adressée à tous les Procureurs généraux de la ville de Kinshasa, de Goma et de Bukavu afin qu'ils apportent leur assistance à la Commission Internationale d'Enquête.

Haute Considération.

Please instruct Gaye that copies of
all such information should be copied to
a) ICIA [Amb Kassem] b) DPKO c) DPA by fax,
directly

E1)

Reçu le 20 DEC. 1995

20.12

Shaharyar Khan

COMMEN: #1

B2115032617

1995-12-20 17:39

UNAMIR-KIGALI-RWANDA

Kin, le 14.12.95

N°1286/CAB/MIN/RI. J & GS/95.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- SON EXCELLENCE MONSIEUR LE VICE-
PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE
L'INTERIEUR
A KINSHASA/GOMBE.
- SON EXCELLENCE MONSIEUR LE VICE-
PREMIER MINISTRE, MINISTRE DE LA
DEFENSE NATIONALE, DE LA SECURITE
DU TERRITOIRE ET DES ANCIENS
COMBATTANTS
A KINSHASA/NGALIEMA.
- MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL
DE LA REPUBLIQUE
A KINSHASA/GOMBE.
- MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE LA VILLE
DE KINSHASA
A KINSHASA/GOMBE.
- MONSIEUR LE GOUVERNEUR DU NORD-KIVU
A GOMA.
- MONSIEUR LE GOUVERNEUR DU SUD-KIVU
A BUKAVU.

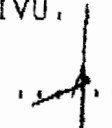
CONCERNE : ASSISTANCE A LA
COMMISSION INTER
NATIONALE D'ENQUETE
DE L'O.N.U.-----

A MESSIEURS LES PROCUREURS GENERAUX
DE LA VILLE DE KINSHASA,
DE GOMA ET DE BUKAVU,

MESSIEURS LES PROCUREURS GENERAUX,

J'AI L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE
CONNAISSANCE QUE SUR RECOMMANDATION DU CONSEIL DE SECURITE,
DANS SA RESOLUTION 1013 DU 7 SEPTEMBRE 1995, LE SECRETAIRE
GENERAL DES NATIONS-UNIES A MIS SUR PIED UNE COMMISSION
INTERNATIONALE D'ENQUETE SUR LES RAPPORTS CONCERNANT
L'ENTRAINEMENT MILITAIRE ET LE TRANSFERT D'ARMES AUX ANCIENS
FORCES GOUVERNEMENTALES RWANDAISES, EN VIOLATION DE L'EMBARGO
IMPOSE PAR SES RESOLUTIONS 918, 997 ET 1011.

EN APPLICATION DE CETTE RESOLUTION,
LES MEMBRES DE CETTE COMMISSION COMPOSEE DE SIX PERSONNES
SOUS LA PRESIDENCE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR L'AMBASSADEUR
MAHMOUD KASSEM D'EGYPTE SE TROUVENT DEJA A KINSHASA ET DEVRONT
SE RENDRE DANS LES REGIONS DU NORD ET DU SUD-KIVU.



A CET EFFET, JE PRIE TOUS LES PROCUREURS GÉNÉRAUX
DE LA VILLE DE KINSHASA ET DE DEUX RÉGIONS PRÉCITÉES D'APPORTER
ASSISTANCE ET FACILITÉS D'ACCÈS NÉCESSAIRES AU DÉROULEMENT DE CES
ENQUÊTES; DE PRENDRE LES MESURES VOULUES POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ
DES MEMBRES DE LA COMMISSION AINSI QUE LE PLEIN RESPECT DE L'INTÉGRITÉ,
DE LA SÉCURITÉ ET DE LA LIBERTÉ DES TÉMOINS, DES EXPERTS ET DE TOUTE
AUTRE PERSONNE AIDANT LA COMMISSION A L'ACCOMPLISSEMENT DE SON MANDAT.

VEUILLEZ AGRÉER, MESSIEURS LES PROCUREURS GÉNÉRAUX,
L'ASSURANCE DE MA PARFAITE CONSIDÉRATION.

POUR LE MINISTRE,
LE VICE-MINISTRE,
ME KIKADI GAPONGOLO.

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO: Mr. Khan
A:FROM: Wilfrid de Souza WS
DE:

Room No. - No de bureau Extension - Poste Date 06/12/95

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION	X	POUR INFORMATION



UNAMIR - MINUAR

OUTGOING FAX NO. 6600

MIR NO. _____

MISC NO. 3928

PAGE 1 OF 2

UNAMIR
1995 DEC -6 P 1:05

A: CHEIKH TIDIANE GAYE DIRECTOR UNAMIR LIAISON OFFICE KINSHASA, ZAIRE	DE: WILFRID DE SOUZA EXECUTIVE DIRECTOR UNAMIR KIGALI, RWANDA
ATTN: INFO:	DATE: 06 DECEMBER 1995
FAX NO: 212-376.9466	PHONE: 212-963-3093 FAX NO: 212-963-3090
	SECTION: OSRSG
SUBJECT: VISITE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE AU ZAIRE	

Suite à votre appel téléphonique de ce matin, veuillez trouver ci-jointe la lettre de l'Ambassadeur Kassem sur la visite de la Commission au Zaïre.

Salutations distinguées.

UNAMIR
1995 DEC -6 P 1:18

E/D

UNITED NATIONS
INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY



ICOI RWANDA - CIDE RWANDA

OUTGOING FAX

Copy: CRZ
TKOCA
p2/2
MIS-3778
NATIONS UNIES
COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE
RECEIVED
- 6 DEC 1995
OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

ICOI 95#2013

TO: Ambassador Shaharyar Khan Special Representative of the Secretary-General UNAMIR Mr. Cheikh-Tidiane Gaye Liaison Officer at Kinshasa UNAMIR	FROM: Mahmoud Kassem Chairman International Commission of Inquiry (Rwanda) at Nairobi
	DATE: 5 December 1995
	PHONE: (254-2) 622317 FAX: (254-2) 622935
FAX: (212) 963 3090	
SUBJECT: Visit of the International Commission of Inquiry to Zaire	
Number of pages, including cover page: One	

Re your Fax 021/95/OFF dated 5 december 1995, to which you attached the two Notes Verbales from the Ministry of Foreign Affairs of Zaire concerning our visit, please be advised that we shall go to Kinshasa on Friday 8 December, the first practicable direct flight available, by Ethiopian Air, arriving approximately 13.45. Please note that we will be available to see any senior Government officials over the weekend if they so desire. If possible, we would like to hold some meetings on Friday afternoon as well as Saturday and Sunday. One person who might be available Friday afternoon is Lt-Col Mary Becka, the US Military Attaché in Kinshasa. The heads of United Nations agencies, especially UNHCR, and representatives of NGOs operating in the camps might also be prepared to see us then.

We will be a party of seven - the six Commission members and the political officer. With the exception of Inspector Hanssens and Colonel Mutanda, who will be leaving Kinshasa on 14 December, we will be staying until 16 December, when we will depart for Nairobi. We would appreciate it if you could book rooms for us in the Intercontinental Hotel accordingly. As stated before, we hope during our stay to see President Mobutu, Prime Minister Kengo wa Dondo, Foreign Minister Kamanda wa Kamanda and Defence Minister Mavua Mudima, and any others who might be able to assist us.

Thank you again for your cooperation.

Reçu le - 6 DEC. 1995

ED

Saa.
6.12

Copy: CRZ
TTKOAUNITED NATIONS
INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY

ICOI RWANDA - CIDE RWANDA

OUTGOING FAX

NATIONS UNIES

COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE

RECEIVED

- 6 DEC 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

ICOI 95# 2013

TO: Ambassador Shaharyar Khan
Special Representative
of the Secretary-General
UNAMIRMr. Cheikh-Tidiane Gaye
Liaison Officer at Kinshasa
UNAMIRFROM: Mahmoud Kassem
Chairman
International
Commission of Inquiry
(Rwanda)
at Nairobi

DATE: 5 December 1995

PHONE: (254-2) 622317
FAX: (254-2) 622935

FAX: (212) 963 3090

SUBJECT: Visit of the International Commission of Inquiry to Zaire

Number of pages, including cover page: One

Re your Fax 021/95/OFF dated 5 december 1995, to which you attached the two Notes Verbales from the Ministry of Foreign Affairs of Zaire concerning our visit, please be advised that we shall go to Kinshasa on Friday 8 December, the first practicable direct flight available, by Ethiopian Air, arriving approximately 13.45. Please note that we will be available to see any senior Government officials over the weekend if they so desire. If possible, we would like to hold some meetings on Friday afternoon as well as Saturday and Sunday. One person who might be available Friday afternoon is Lt-Col Mary Becka, the US Military Attaché in Kinshasa. The heads of United Nations agencies, especially UNHCR, and representatives of NGOs operating in the camps might also be prepared to see us then.

We will be a party of seven - the six Commission members and the political officer. With the exception of Inspector Hanssens and Colonel Mutanda, who will be leaving Kinshasa on 14 December, we will be staying until 16 December, when we will depart for Nairobi. We would appreciate it if you could book rooms for us in the Intercontinental Hotel accordingly. As stated before, we hope during our stay to see President Mobutu, Prime Minister Kengo wa Dondo, Foreign Minister Kamanda wa Kamanda and Defence Minister Mavua Mudima, and any others who might be able to assist us.

Thank you again for your cooperation.

[Reçu le - 6 DEC. 1995

ED

SAR.
6.12

1

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

OUTGOING FAX NO. 021/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

- 5 DEC 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali FAX NO.: 3.3090	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>lef</i>
CC: H.E. Ambassador Mamoud Kassem Chairman of International Commission of Inquiry Nairobi FAX NO.: (254-2) 622 935	DATE: December 5, 1995
CC: Mr. S. Iqbal Riza Assistant Secretary-General for PEACE-KEEPING OPERATIONS FAX NO.: 963-6460	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC: Mr. Lansana Kouyaté Assistant Secretary-General Department of Political Affairs FAX NO.: 212 963 1323	SECTION:
SUBJECT: VISIT OF THE INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY TO ZAIRE	

1. Please find attached herewith copies of the two Notes Verbales I have just received today, December 5, 1995 from the Ministry of Foreign Affairs.
2. I would be grateful if you could inform me about the flight schedule, so I could convey it today to the authorities.

Best regards.

Reçu le - 5 DEC. 1995

(C) 542

République*du Zaïre*

*Vice - Primate
Ministère des Affaires Étrangères
Le Vice - Premier Ministre*

Kinshasa, le 05 DEC. 1995

N° 130.01/001287/95

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Zaïre présente ses compliments à la Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) au Zaïre et a l'honneur d'accuser réception de sa note n°17/95 du 1er décembre 1995 par laquelle elle l'informait que les six membres de la Commission Internationale d'Enquête, accompagnés d'une équipe de cinq membres du Secrétariat des Nations Unies, se proposaient d'arriver à Kinshasa le 6 décembre 1995 en provenance de Nairobi.

Le Ministère se référant à sa note n°130.4/001268/95 du 27 novembre 1995 prend acte des clarifications apportées par le Président de la Commission, et en particulier de l'acceptation de la Commission de tenir des consultations avec le Gouvernement pour convenir du programme de la Commission durant son séjour au Zaïre.

Le Ministère des Affaires étrangères tient à préciser que le Gouvernement n'a nullement l'intention d'interférer dans le travail de la Commission ni de l'orienter et, saisit cette occasion pour réaffirmer ses positions antérieures communiquées au Secrétaire Général de l'ONU et au Conseil de Sécurité sur le fait qu'il n'arme pas et n'entraîne pas les Ex-FAR contre la République sœur du Rwanda, mais qu'il est victime d'une tentative couverte de destabilisation dans les régions du Nord et du Sud-Kivu par des forces soutenues de l'extérieur.

Enfin, certaines dispositions à prendre devant faire l'objet de concertations entre le Gouvernement zaïrois et la Commission Internationale, le Gouvernement a marqué son accord pour sa venue à Kinshasa.

.../...

- 2 -

Le Ministère des Affaires étrangères
saisit cette occasion pour renouveler à la Représentation du
Bureau de Liaison de la MINUAR les assurances de sa haute
considération.

Fait à Kinshasa, le 05 DEC. 1995

A LA REPRESENTATION DU
BUREAU DE LIAISON DU
MINUAR
A KINSHASA



République



du Zaïre

Ministère des Affaires étrangères

Kinshasa, le 04 DEC. 1995
N° 130.01/0600/95.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Zaïre présente ses compliments à la Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) à Kinshasa et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale n° 13/95 du 27 novembre 1995 dont il a pris bonne note.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Zaïre remercie la Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) à Kinshasa de cette communication et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Kinshasa, le 04 DEC. 1995

A LA REPRESENTATION DU
MINUAR
A KINSHASA

B.P.: 7100
Kin-Kombo

Tél.: 21.118
Téléc.: 42.090

Adresse: Place de
l'indépendance

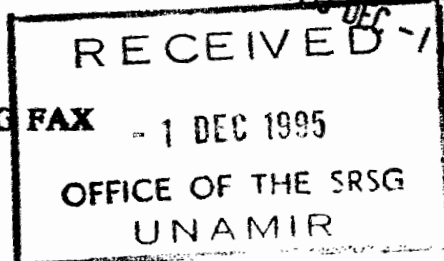


S256
TIKOC

1-12-95

F/IN- 3143

OUTGOING FAX - 1 DEC 1995



TO: Ambassador Shaharyar Khan Special Representative of the Secretary-General UNAMIR Mr. Tikoca Political Officer UNAMIR	FROM: Mahmoud Kassem Chairman International Commission of Inquiry (Rwanda) at Nairobi
	DATE: 1 December 1995
	PHONE: (254-2) 622317 FAX: (254-2) 622935
FAX: (212) 963 3090	
SUBJECT: Visit of the International Commission of Inquiry to Zaire	
Number of pages, including cover page: One	

Now that we have had some good news from New York (and Cairo), I would like to press ahead with our visit to Zaire as soon as possible. I am speaking to the Zairian Ambassador to Kenya today to propose that we leave for Kinshasa on 6 December, the first direct flight available following the return of our two Commission members from Kigali. I would be grateful if you could convey this position of ours to Mr. Gaye in Kinshasa and have him transmit the same message there. I understand New York will be adding their voice to the same effect.

Thank you for your cooperation.

Pl. ask Gaye to accept
Sel
#12

Reçu le - 4 DEC. 1995

(SRSG) BOL TIKOCA

The Meeting with the International Commission of Inquiry

List of Participants

The Commission

- | | | |
|----------------------|---|---|
| Chairman | - | Ambassador Mahmoud Kassem, Chairman |
| Members | - | Inspector Jean-Michel Hanssens |
| | | Colonel Jurgen G.H. Almeling |
| | | Lt Colonel Jan Mujoogel |
| | | Brigadier Mujahid Alam |
| | | Colonel Lamek Mutanda |
| Support Staff | - | Miss Ladan Rafii; Legal Affairs |
| | | Mr. Isoa D. Tikoca, Political Affairs |
| | | Colonel André C. Nelson, Military Officer |
| | | Mr. Jack Klassen, Security |

Heads of Agencies

- | | | |
|-------------------|---|--|
| UNHCR | - | Mr. Roman Urasa, Country Delequé |
| UNICEF | - | Mr. Daniel Toole, Country Representative |
| WFP | - | Mr. Techeste Zergaber, Country Director |
| HRFOR | - | Mr. Ian Martin, Chief |
| WHO | - | Dr. Amidou Baba-Mousa, Country Representative a.i. |
| World Bank | - | Mr. Dirk Nicolaas Prevoo, Resident Representative a.i. |
| OIM | - | Mr. Joost Van der Aalst, Representative |
| UNESCO | - | Mr. Johan Brasten, Office-in-Charge |
| ICRC | - | Mr. Philippe Lazzarini, Chief of Delegation |
| UNDP | - | Mr. Sukehiro Hasegawa, Resident Representative |
| | - | Mr. Babacar Cissé, Deputy Resident Representative |
| | - | Mr. Nguyen X. Luong, Senior Economist |
| | - | Mr. John Cleland, Security Officer |

The Meeting with the International Commission of Inquiry

List of Participants

The Commission

- | | | |
|----------------------|---|--|
| Chairman | - | Ambassador Mahmoud Kassem, Chairman |
| Members | - | Inspector Jean-Michel Hanssens |
| | | Colonel Jurgen G.H. Almeling |
| | | Lt Colonel Jan Mujoogel |
| | | Brigadier Mujahid Alam |
| | | Colonel Lamek Mutanda |
| Support Staff | - | Miss Ladan Rafii; Legal Affairs |
| | | Mr. Isoa D. Tikoca, Political Affairs |
| | | Colonel André C. Nelson, Military Officer |
| | | Mr. Jack Klassen, Security |

Heads of Agencies

- | | | |
|-------------------|---|---|
| UNHCR | - | Mr. Roman Urasa, Country Delegré |
| UNICEF | - | Mr. Daniel Toole, Country Representative |
| WFP | - | Mr. Techeste Zergaber, Country Director |
| HRFOR | - | Mr. Ian Martin, Chief |
| WHO | - | Dr. Amidou Baba-Mousa, Country Representative a.i. |
| World Bank | - | Mr. Dirk Nicolaas Prevoo, Resident Representative a.i. |
| OIM | - | Mr. Joost Van der Aalst, Representative |
| UNESCO | - | Mr. Johan Brasten, Office-in-Charge |
| ICRC | - | Mr. Philippe Lazzarini, Chief of Delegation |
| UNDP | - | Mr. Sukehiro Hasegawa, Resident Representative |
| | - | Mr. Babacar Cissé, Deputy Resident Representative |
| | - | Mr. Nguyen X. Luong, Senior Economist |
| | - | Mr. John Cleland, Security Officer |

Extensions

Ambassador Mahmoud Kassem
Chairman
Tel. 622492 - International
The Grand Regency
Tel. 211199
Fax. 217120
P.O. Box 57549
Suite No. 1115

Inspector Jean-Michel Hanssens
Tel. 622489

Colonel Juergen G.H. Almeling
Tel. 622493

Lt. Colonel Jan Meijvogel
Tel. 622488

Brigadier Mujahid Alam
Tel. 622490
Res. 562938

Colonel Lameck Mutanda
Tel. 622480

Ms. Ladan Rafii
Tel. 622524

Mr. Jack Klassen
Tel. 622487 - International

Mr. Peter Swarbrick/Ms. Hiroute Bekrou
Tel. 622317 - International

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - KINSHASA

RECEIVED

28 NOV 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

OUTGOING FAX NO. 016/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

TO: Mr. Shahayrar Khan SRSG UNAMIR, Kigali FAX NO.: 3.3090	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire.
CC: H.E. Ambassador Mahmoud Kassem Chairman of International Commission of Inquiry FAX NO.: (254-2) 622 935	DATE: November 28, 1995
CC: Mr. S. Iqbal Riza Assistant Secretary-General for Peace-Keeping Operations FAX NO.: 963-6460	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
CC: Mr. Lansana Kouyaté Assistant Secretary-General Department of Political Affairs FAX NO.: 212 963 1323	SECTION:
SUBJECT: Transfer of ICOI Chairman's letter to the Minister of Foreign Affairs	

1. Attached please find a copy of the letter transmitting the ICOI Chairman's letter to the Minister of Foreign Affairs.

Best regards.

Vu
W
ED

28.11 / Reçu le 28 NOV. 1995

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



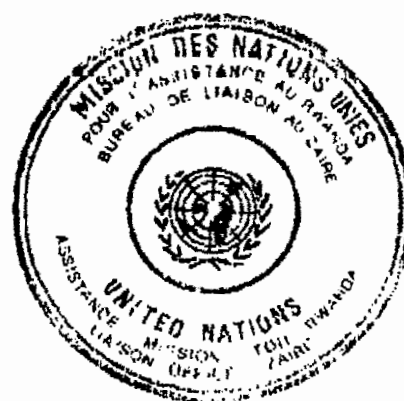
NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

UNAMIR - MINUAR

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-jointe en annexe, la lettre que vous adresse Son Excellence l'Ambassadeur Mahmoud Kassem, Président de la Commission Internationale d'Enquête.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.



Fait à Kinshasa, le 28 novembre 1995

Choikh Tidiane Gaye
Directeur du Bureau de
Liaison de la MINUAR

S.E.M. Kamanda wa Kamanda
Vice-Premier Ministre, Ministre
des Affaires Etrangères
Kinshasa, Zaïre

F/IN-3086
UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 012/95/OFF

MIR NO. _____

MISC NO. _____

UNAMIR	RECEIVED
	27 NOV 1995
	OFFICE OF THE SRSG
	UNAMIR

1995 NOV 27 11:11 PM
UNAMIR

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>hcf</i>
ATTN.:	DATE: November 27, 1995
FAX NO.: 3.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INQUIRY COMMISSION'S VISIT TO ZAIRE	

1. Please find herewith the Note Verbale received this morning.
2. As you are aware, the President and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs are now in Egypt.
3. I will await instructions from the Commission.
4. Best regards.

*Vu
KS*

*The Commission chairman
has already replied
Seawyn
27.11*

SRSG

République



du Zaïre

Ministère des Affaires étrangères

Kinshasa, le 27 NOV. 1995

N° 130.04/ 1258 /95

que le
F/NOV. 1995
J.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Zaïre présente ses compliments à la Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) au Zaïre et a l'honneur d'accuser réception de sa note n° 12/95 du 14 novembre 1995 par laquelle elle l'informait de la nomination par le Secrétaire Général de l'ONU, conformément à la résolution 1013 du 7 septembre 1995, des membres de la Commission internationale d'enquête sur l'entraînement des militaires et le transfert d'armes aux ex-Forces Armées Rwandaises (FAR).

Se référant à l'audience que le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères a accordée ce mercredi 22 novembre 1995 à Monsieur le Directeur du Bureau de Liaison, le Ministère d'une part, rappelle les réserves émises en son temps par le Gouvernement du Zaïre sur la nécessité de la création de cette commission survenue après l'adoption de la résolution 1011 (1995) levant l'embargo sur les armes au Rwanda et, d'autre part marque néanmoins l'accord du gouvernement de recevoir au Zaïre la commission internationale d'enquête.

A cet effet et conformément aux termes de la lettre du Premier Ministre au Secrétaire Général de l'ONU, le 20 juin 1995, le Ministère invite le Directeur du Bureau de Liaison à lui faire parvenir à sa meilleure convenance, les termes de référence de la mission de la commission afin de permettre au gouvernement de prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de l'enquête internationale et d'arrêter dans les meilleurs délais la date d'arrivée au Zaïre.

Le Ministère tient à faire remarquer à la Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) que le gouvernement attache la plus grande importance à la sérénité et à l'objectivité qui doivent caractériser les travaux de ladite commission et lui recommande vivement de s'abstenir de toute déclaration, interview ou conférence de presse au début, pendant et à la fin de sa mission et de réserver la primauté de ses conclusions au Secrétaire Général et au Conseil de Sécurité.

De même le gouvernement souhaite vivement que tout au long de leurs travaux au Nord et au Sud-Kivu, les membres de la commission résident en territoire zaïrois où seront prises toutes les dispositions d'accueil et de sécurité, comme cela a été le cas dans d'autres pays déjà visités.

.../...

B.P.: 7100

Kinshasa

Tél.: 21.118

Téléc.: 42.090

Adresse: Place de

l'Indépendance

2-115032611-2

8715032611-2

1995-11-27 10:05

UNAMIR-KIGALI-RWANDA

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Zaïre saurait gré à la Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) au Zaïre de bien vouloir faire part à la commission des recommandations du gouvernement et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Kinshasa, le 27 NOV. 1995

A LA REPRESENTATION DU
BUREAU DE LIAISON DU
MINUAR
A KINSHASA

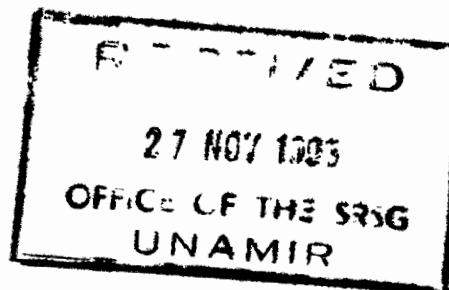


OUTGOING FAX

This is Amb Kassem's
response to Zairean govt.

ED-

Shaharyar
27/11



TO: Ambassador Shaharyar Khan Special Representative of the Secretary-General UNAMIR	FROM: Mahmoud Kassem Chairman International Commission of Inquiry (Rwanda) at Nairobi
	DATE: 24 November 1995
	PHONE: (254-2) 622317 FAX: (254-2) 622935
FAX: (212) 963 3090	
SUBJECT: Letter from Ambassador Kassem to H.E. Kamanda wa Kamanda	

✓

WS

Reçu le 28 NOV. 1995



ICDI RWANDA - CIDE RWANDA

Dear Ambassador Khan,

Please find attached a letter from me to Mr. Kamanda wa Kamanda, the Foreign Minister of Zaire, concerning the objections raised in connection with our proposed visit to Zaire. I would be grateful if you would have it conveyed to the Foreign Minister via your Liaison Office in Kinshasa and inform me of any reaction to it.

Thank you for your cooperation in this matter.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Kassem'.

Mahmoud Kassem
Chairman
International Commission
of Inquiry



24 novembre 1995

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la correspondance relative à la Commission internationale d'enquête créée en application de la résolution 1013 (1995) du Conseil de sécurité en date du 7 septembre 1995 et ayant pour mandat d'enquêter sur les ventes d'armes et l'entraînement militaire dont auraient bénéficié les anciennes forces gouvernementales rwandaises. Cette correspondance m'est récemment parvenue par l'intermédiaire de la MINUAR. En tant que Président de la Commission internationale d'enquête, je voudrais saisir cette occasion pour clarifier certains des points soulevés dans ladite correspondance.

En premier lieu, je voudrais préciser que par sa résolution 1011 (1995) du 16 août 1995, le Conseil de sécurité a seulement décidé de lever partiellement l'embargo sur les armes imposé au Rwanda aux termes du paragraphe 13 de la résolution 918 (1994). Cela signifie que l'embargo est suspendu jusqu'au 1er septembre 1996 et concerne exclusivement la vente ou la fourniture d'armes et de matériel connexe au Gouvernement rwandais. Dans la même résolution, le Conseil a rappelé que, dans le but d'interdire la vente et la fourniture d'armes et de matériel connexe à des forces non gouvernementales pour une utilisation au Rwanda,

"tous les Etats empêcheront la vente ou la livraison au Rwanda, par leurs nationaux ou à partir de leur territoire, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs ayant leur nationalité, d'armements et de matériels connexes de tous types".

Dans la résolution 1013 (1995), le Conseil de sécurité a de nouveau exprimé sa profonde préoccupation devant les allégations concernant la vente et la fourniture d'armes et de matériel connexe aux anciennes forces gouvernementales rwandaises, et a souligné qu'il importait que les gouvernements prennent des mesures pour veiller à ce que l'embargo soit effectivement appliqué.

Dans le but de prévenir des influences déstabilisatrices dans la région des Grands Lacs, notamment l'acquisition illégale d'armes, le Secrétaire général, à la demande du Conseil de sécurité, a établi d'urgence notre commission et lui a confié le mandat suivant :

a) Recueillir des renseignements et enquêter sur les informations faisant état de la vente ou de la fourniture d'armes et de matériel connexe aux anciennes forces gouvernementales rwandaises dans la région des Grands Lacs, en violation des résolutions 918 (1994), 997 (1995) et 1011 (1995);

S.E.M. Kamanda wa Kamanda
Ministre des affaires étrangères
Kinshasa
Zaire

b) Enquêter sur les allégations selon lesquelles ces forces recevraient un entraînement militaire en vue de déstabiliser le Rwanda;

c) Identifier les parties qui aident les anciennes forces gouvernementales rwandaises à acquérir illégalement des armes ou les soutiennent dans cette entreprise, contrevenant ainsi aux résolutions du Conseil visées plus haut;

d) Recommander des mesures visant à mettre un terme aux mouvements illicites d'armes dans la sous-région qui constituent une violation des résolutions du Conseil visées plus haut.

Pour répondre aux autres préoccupations exprimées par votre Gouvernement, je voudrais fournir les indications suivantes :

i) La Commission ne tient pas absolument à donner une conférence de presse au Zaïre, ni à son arrivée à l'aéroport ni à son départ du pays;

ii) La Commission n'a pas d'objection quant à ce qui est de rester en permanence au Zaïre tout au long de ses enquêtes menées sur le territoire zaïrois, pour autant que le Gouvernement zaïrois soit disposé à fournir aux membres de la Commission et au personnel d'appui de celle-ci des logements convenables et à leur assurer une sécurité adéquate, et pourvu que les mesures prises par les autorités zaïroises soient acceptables pour la Commission internationale;

iii) La Commission accepte de tenir des consultations avec le Gouvernement zaïrois en vue de la préparation d'un itinéraire final pour l'exécution de son programme de travail sur le territoire zaïrois. Toutefois, il convient de rappeler qu'en vertu des dispositions pertinentes de la résolution 1013 (1995), le Conseil de sécurité a demandé

"aux gouvernements des Etats concernés sur les territoires desquels la Commission accomplira sa tâche de coopérer pleinement avec elle à l'exécution de son mandat, notamment en répondant favorablement aux demandes de la Commission concernant la sécurité, l'assistance et les facilités d'accès nécessaires au déroulement de ses enquêtes ..."

Au titre de cette coopération, notamment, "la Commission et son personnel devront être libres de se rendre à quelque moment que ce soit dans tout établissement ou en tout lieu, selon qu'ils le jugeront nécessaire pour leurs travaux ..."

J'espère que ces indications permettront de corriger toute erreur d'appréciation de la part de votre Gouvernement sur la raison d'être de la Commission et l'objet de ses enquêtes. Nous comptons que le Gouvernement zaïrois coopérera avec la Commission de façon à lui faciliter la tâche, d'autant plus que votre Gouvernement s'était précédemment engagé à aider la Commission internationale d'enquête dans ses travaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission
internationale d'enquête



Mahmoud Kassem

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

File

OUTGOING FAX NO. 6331
MIR NO. _____
MISC NO. _____

UNAMIR
1995 NOV 23 P 2:23
1 OF 3

TO: AMBASSADOR KASSEM INTERNATIONAL COMM. OF INQUIRY NAIROBI (KENYA)	FROM: KHAN SRSG UNAMIR KIGALI, RWANDA <i>Shahery Khan</i>
ATTN: INFO:	DATE: 23 NOVEMBER 1995
FAX NO: 254-2-622.317- <i>tel</i> <i>622935 - FAX</i>	PHC : 212-963-3093 FAX NO: 212-963-3090
ORIGINATOR:	SECTION: OSRSG
SUBJECT: <u>Zaire's position</u>	

1. Please find attached for the information of the members of the Commission a note on the position of Zaire as communicated to UNAMIR's Liaison Officer in Kinshasa by Mr. Kamanda Wa Kamanda, Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs.

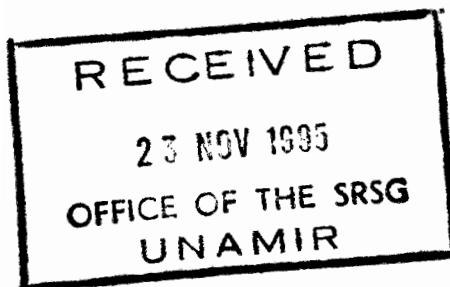
2. Best regards.

*2 pages attached
are CN 413 P 9 8*

UNAMIR
1995 NOV 23 P 2:34



UNAMIR-MINUAR



NOTE AU REPRESENTANT SPECIAL

Objet : Entretiens téléphoniques avec M. Cheikh GAYE

1. Comme convenu, j'ai téléphoné en fin de matinée à M. Gaye pour m'enquérir de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'arrivée au Zaïre de la Commission d'enquête des Nations Unies sur les transferts d'armes.

M. Gaye m'a informé que le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, M. Kamanda Wa Kamanda, allait le recevoir à ce sujet, ce jour, à 13 heures et qu'il allait nous rendre compte de cet entretien dès qu'il aura fini.

Pl. sent (liu)
to DPKO & Nairobi

Ed. 23.11

2. N'ayant reçu aucune communication de M. Gaye jusqu'à 17 heures (M. Gaye m'a dit à ce sujet avoir essayé vainement de nous joindre), je l'ai rappelé vers 17 h 30. Il m'a alors communiqué les informations suivantes :

- (i) M. Kamanda Wa Kamanda l'a effectivement reçu à 13 heures, entouré de quatre (4) de ses collaborateurs. A cette occasion il lui a confirmé tous les points que le Conseiller Politique du Premier Ministre lui avait déjà communiqués et qui avaient fait l'objet de son fax à l'Ambassadeur Kassem.
- (ii) Le Gouvernement Zaïrois ne comprend pas qu'on ait levé l'embargo sur les livraisons d'armes au Rwanda et qu'après on décide, par l'adoption de la résolution 1013 du Conseil de Sécurité, d'envoyer au Zaïre une commission d'enquête. Le Gouvernement du Zaïre ne manquerait pas de faire la réponse appropriée à la Note Verbale de notre Bureau de Liaison annonçant l'arrivée de cette Commission. A cette occasion, le Gouvernement ferait connaître son point de vue sur la manière dont une telle commission devrait travailler.
- (iii) Le Gouvernement du Zaïre reste opposé à la conférence de presse que la Commission se propose de donner à son arrivée à l'aéroport. Il estime qu'une telle conférence devrait se donner à la fin de la mission au Zaïre et non avant.

Vu
Fait
23-11-95
WS

.../...

- (iv) Quant à la question de traverser la frontière tous les jours pour aller passer la nuit à Giseyni, le Gouvernement considère un tel arrangement comme une insulte au Zaïre, car cela laisserait entendre que le Zaïre n'a pas de quoi loger les membres de la Commission à Goma.
- (v) Le Gouvernement tient à être associé intimement à la définition des termes de référence de la Commission et à l'organisation de son séjour sur le sol Zaïrois. Il n'entend donc pas qu'un programme lui soit imposé. Le séjour de la Commission dans la région de Goma doit être minutieusement préparé par le Gouvernement. Il y va de l'intérêt des membres de la Commission, car procéder autrement serait dangereux pour ses membres. Les mines et les bombes en tous genres foisonnent dans cette région où 15 Tutsi du Rwanda viennent d'être arrêtés pour des activités terroristes. Ces personnes ont été transférées à Kinshasa et seraient prochainement présentées à la presse internationale.
- (vi) Le Gouvernement du Zaïre tient à souligner que la responsabilité d'assurer la sécurité de la Commission une fois que celle-ci est sur le sol Zaïrois lui revient entièrement. Il a donc l'intention de l'assumer pleinement.
- (vii) Le Gouvernement va donc s'atteler à la préparation de la visite de la Commission et avisera M. Gaye sous peu.

3. M. Kamanda Wa Kamanda a saisi l'occasion de cet entretien pour livrer à M. Gaye quelques réflexions sur l'initiative du Président Carter. A cet égard, il a déclaré que, de l'avis de son Gouvernement, l'initiative du Président Carter visait essentiellement -et seulement- à débloquer l'impasse dans laquelle, du fait de l'opposition rwandaise, s'était retrouvée la mission de l'ONU conduite par l'Ambassadeur Jesus. Il ne s'agit donc pas de la part de Carter de se substituer à l'ONU, mais au contraire, d'ouvrir la voie à la Conférence de l'ONU. Carter aurait encore quelques points à clarifier à ce sujet à Kampala, particulièrement en ce qui concerne les rapports entre le Rwanda et la MINUAR.

4. M. Gaye m'a rappelé quelques instants après ce second entretien téléphonique pour me dire que le Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères et le Conseiller Politique du Premier Ministre venaient de l'alerter, tous les deux, à propos d'une information selon laquelle la Commission serait arrivée à Kinshasa aujourd'hui. Je lui ai dit qu'à ma connaissance, la Commission était toujours à Nairobi.

W.S.

Wilfrid de Souza
22 novembre 1995

NOTE AU REPRESENTANT SPECIAL

Objet : Entretiens téléphoniques avec M. Cheikh GAYE

1. Comme convenu, j'ai téléphoné en fin de matinée à M. Gaye pour m'enquérir de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'arrivée au Zaïre de la Commission d'enquête des Nations Unies sur les transferts d'armes.

M. Gaye m'a informé que le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, M. Kamanda Wa Kamanda, allait le recevoir à ce sujet, ce jour, à 13 heures et qu'il allait nous rendre compte de cet entretien dès qu'il aura fini.

2. N'ayant reçu aucune communication de M. Gaye jusqu'à 17 heures (M. Gaye m'a dit à ce sujet avoir essayé vainement de nous joindre), je l'ai rappelé vers 17 h 30. Il m'a alors communiqué les informations suivantes :

- (i) M. Kamanda Wa Kamanda l'a effectivement reçu à 13 heures, entouré de quatre (4) de ses collaborateurs. A cette occasion il lui a confirmé tous les points que le Conseiller Politique du Premier Ministre lui avait déjà communiqués et qui avaient fait l'objet de son fax à l'Ambassadeur Kassem.
- (ii) Le Gouvernement Zaïrois ne comprend pas qu'on ait levé l'embargo sur les livraisons d'armes au Rwanda et qu'après on décide, par l'adoption de la résolution 1013 du Conseil de Sécurité, d'envoyer au Zaïre une commission d'enquête. Le Gouvernement du Zaïre ne manquerait pas de faire la réponse appropriée à la Note Verbale de notre Bureau de Liaison annonçant l'arrivée de cette Commission. A cette occasion, le Gouvernement ferait connaître son point de vue sur la manière dont une telle commission devrait travailler.
- (iii) Le Gouvernement du Zaïre reste opposé à la conférence de presse que la Commission se propose de donner à son arrivée à l'aéroport. Il estime qu'une telle conférence devrait se donner à la fin de la mission au Zaïre et non avant.

.../...

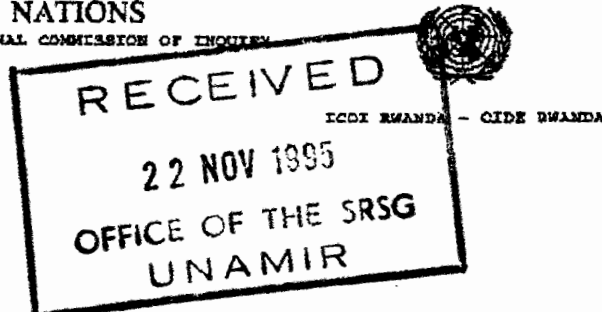
- (iv) Quant à la question de traverser la frontière tous les jours pour aller passer la nuit à Giseyni, le Gouvernement considère un tel arrangement comme une insulte au Zaïre, car cela laisserait entendre que le Zaïre n'a pas de quoi loger les membres de la Commission à Goma.
- (v) Le Gouvernement tient à être associé intimement à la définition des termes de référence de la Commission et à l'organisation de son séjour sur le sol Zaïrois. Il n'entend donc pas qu'un programme lui soit imposé. Le séjour de la Commission dans la région de Goma doit être minutieusement préparé par le Gouvernement. Il y va de l'intérêt des membres de la Commission, car procéder autrement serait dangereux pour ses membres. Les mines et les bombes en tous genres foisonnent dans cette région où 15 Tutsi du Rwanda viennent d'être arrêtés pour des activités terroristes. Ces personnes ont été transférées à Kinshasa et seraient prochainement présentées à la presse internationale.
- (vi) Le Gouvernement du Zaïre tient à souligner que la responsabilité d'assurer la sécurité de la Commission une fois que celle-ci est sur le sol Zaïrois lui revient entièrement. Il a donc l'intention de l'assumer pleinement.
- (vii) Le Gouvernement va donc s'atteler à la préparation de la visite de la Commission et avisera M. Gaye sous peu.

3. M. Kamanda Wa Kamanda a saisi l'occasion de cet entretien pour livrer à M. Gaye quelques réflexions sur l'initiative du Président Carter. A cet égard, il a déclaré que, de l'avis de son Gouvernement, l'initiative du Président Carter visait essentiellement -et seulement- à débloquer l'impasse dans laquelle, du fait de l'opposition rwandaise, s'était retrouvée la mission de l'ONU conduite par l'Ambassadeur Jesus. Il ne s'agit donc pas de la part de Carter de se substituer à l'ONU, mais au contraire, d'ouvrir la voie à la Conférence de l'ONU. Carter aurait encore quelques points à clarifier à ce sujet à Kampala, particulièrement en ce qui concerne les rapports entre le Rwanda et la MINUAR.

4. M. Gaye m'a rappelé quelques instants après ce second entretien téléphonique pour me dire que le Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères et le Conseiller Politique du Premier Ministre venaient de l'alerter, tous les deux, à propos d'une information selon laquelle la Commission serait arrivée à Kinshasa aujourd'hui. Je lui ai dit qu'à ma connaissance, la Commission était toujours à Nairobi.

W.S.

Wilfrid de Souza
22 novembre 1995



Let us all know
F-11 brief page
EJ

21 November 1995

To: Mr. Ismat Kittani, Under-Secretary-General
for Peace-keeping Operations

Mr. Iqbal Riza, Assistant Secretary-General
for Peace-keeping Operations

Info: Mr. Lasana Kouyaté, Assistant Secretary-General
for Political Affairs

Ambassador Shaharyar Khan, Special Representative
of the Secretary-General, UNAMIR

From: Mahmoud Kassem, Chairman
International Commission of Inquiry (Rwanda)

Subject: Our visit to Zaire - latest developments

1. The effects of the Carter initiative, which very much preoccupies the Government of Zaire and those of the other neighbouring countries, seem to be hampering our efforts to proceed. Just as we were considering the advisability of postponing our visit in order to ensure a more attentive hearing, the attached fax came from Kinshasa, effectively deciding the question for us.

2. The fax is self-explanatory, but raises some interesting points. Firstly, the letter dated 23 June 1995 from Prime Minister Kengo wa Dondo, on the basis of which the Zairian Government now apparently wishes to discuss with the International Commission of Inquiry its terms of reference, was written more than two months before the Security Council adopted resolution 1013 containing our mandate which, of course, we are not in a position to negotiate.

3. Moreover, Mr. Mutiri wa Bashara, the special political adviser to the Prime Minister, appears to feel that the time the Commission proposes to spend in Zaire - including the time spent in the camps - is too long and should be reduced (we had thought some 20 days would be sufficient at this stage). Objections were also expressed to our plans to travel daily across the border between Goma and Gisenyi, which appears to be a restriction on our freedom of movement.

4. I spoke this afternoon with Ambassador Khan, SRSG of UNAMIR, who informed me that he had sent a copy of resolution 1013 (1995), in English and French, to the Zairian Government to resolve what appeared to be their concerns about the Commission's terms of reference.

Reçu le 22 NOV. 1995

5. In the light of this development, and in view of our judgement that the Zairian Government might not be able properly to receive us just as the Carter initiative is reaching its culmination, we see no practical alternative but to postpone our visits to the neighbouring countries until after the Cairo conference, which will take place with the participation of their Heads of State and Government from 28 November to 2 December.

6. In the intervening period, we will concentrate our efforts on investigations in the field in Rwanda and Kenya. If we can clarify the position of the Zairian Government, either through available UNAMIR channels or others, including the Zairian Embassy here - and I would also be grateful for any good-offices assistance you can give us in New York - we will proceed there as planned as soon as possible; we will do likewise in respect of the other neighbouring countries.

cc Mr. Annabi
Ms. Lindenmayer



OUTGOING FAX NO. 008/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

TO: H.E. Ambassador Mahmoud Kassem Chairman of the International Commission of Inquiry (United Nations)	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>bf</i>
ATTN.:	DATE: November 21, 1995
FAX NO: 254-2 622935	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INQUIRY COMMISSION'S VISIT TO ZAIRE	

1. Late last night, I was received, on my request, at the Prime Minister's Office by Mr. Mutiri-Wa-Bashara, the special political adviser of the Prime Minister.
2. At the outset of our discussion, I stressed to Mr. Mutiri how the International Commission of Inquiry was eager to start its work in Zaire before proceeding elsewhere in the region.
3. Furthermore, I told him that the Commission would like to adopt an agenda including dates, time, places, of meetings with the President of Republic, the Prime Minister and other Government Officials.
4. I also mentioned that the Commission wished to discuss specific security arrangements to be provided to the Commission members during their visit and inquiries in Zaire.

5. At last, I informed Mr. Mutiri that the Commission, for briefing journalists on its mission, has scheduled a press conference on its arrival at Kinshasa Airport on Wednesday, 22 November 1995.
6. Mr. Mutiri told me that the Note Verbale sent by the Liaison Office was received and copied to all Departments concerned.
7. The absence from Kinshasa of the Prime Minister and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs did not allow them to reply on time.
8. Moreover, the Commission needs to be patient because the Prime Minister and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs are travelling today November 21, 1995 to Goma to meet President Carter.
9. Upon the return of the Minister of Foreign Affairs to Kinshasa, I will be given either on Wednesday or Thursday the reply of the Government.

Comments:

During our long discussion, I was made to understand informally but unequivocally that the Government want to discuss and agree with the Liaison Office the terms of reference of the mission. When I mentioned the Resolution 1013 (1995) which sets out the terms of reference of the Commission, I was told that the Government would like to know first and in details all the activities of the Commission on the Zairian Territory.

Reference is invited to letter dated 23 June 1995 from the Prime Minister addressed to the Secretary General of the United Nations following the adoption of Resolution 997 (1995), (copy attached). The two last paragraphs of the letter were underlined and read as follows:

"Enfin, le gouvernement du Zaïre tient à vous informer qu'il rejette catégoriquement toutes les accusations d'encouragement d'entraînement militaire sur son territoire d'opposants hutu aux régimes politiques burundais et rwandais, portées à son endroit.

Pour établir la vérité à ce sujet, mon gouvernement recommande qu'il soit créé sous les auspices des Nations Unies une commission d'enquête dont les termes de référence seraient convenues avec le représentant dont vous m'annoncez la désignation au Zaïre par votre lettre du 8 mai 1995, et à qui vous avez confié la charge de maintenir le contact entre la MINUAR et mon gouvernement. Cette formule est à préférer à celle recommandée par la résolution du conseil de sécurité qui préconise le déploiement d'observateurs militaires dans le Nord et le Sud du Kivu. Un tel déploiement pourrait, en effet, laisser supposer que le Zaïre aurait effectivement violé les conventions internationales sur les réfugiés, et que la communauté internationale serait, de ce fait, fondée à prévenir de nouvelles violations."

10. I was asked to advise the Commission to abstain from giving any press conference on its activities in Zaïre unless the two parties agree upon the terms of reference of the mission.
11. It is also felt from here that the time the Commission want to spend in Zaïre is too much and should be reduced.
12. The idea of travelling daily across the border to Gisenyi, Rwanda for accommodations would be rejected by Zaïrian Authorities.
13. Based on my discussions with Mr. Mutiri-Wa-Bashara, I recommend that the travel of the Commission to Zaïre be postponed until some arrangements are found with the Zaïrian Government.
14. Best regards.



Le Premier Ministre

Kinshasa, le 23 JUIN 1995

N° PM/Q1/MNT/ 0603 /95.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le 9 juin dernier, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 997 (1995). Cette résolution appelle des commentaires de la part de mon gouvernement.

Le gouvernement de mon pays se conforte en effet de plus en plus dans l'idée que la communauté internationale penche à rechercher sur le territoire zaïrois et non à partir du Rwanda les solutions à la question des réfugiés rwandais.

Si l'on considère que le déploiement du contingent zaïrois de surveillance des camps de réfugiés a contribué à atténuer fortement les tensions et l'insécurité qui régnaient autour de ces camps, il n'en demeure pas moins que la confiscation par le gouvernement rwandais en février et mars derniers des convois alimentaires destinés aux camps de réfugiés situés au Zaïre, les massacres de KIBEHO et le surpeuplement des prisons rwandaises ont gravement ravivé les tensions et l'insécurité au Rwanda.

C'est pourquoi mon gouvernement est d'avis que la mission de la MINUAR devrait être prolongée afin de permettre que soient créées en territoire rwandais les conditions propices au retour volontaire des réfugiés. De cette manière, tout risque de reprise du climat d'insécurité consécutif à la présence massive de ces réfugiés au Zaïre pourrait être progressivement écarté et un arrêt mis à la dévastation écologique, sociale, sanitaire et économique occasionnée par cette présence.

Sur ce dernier aspect, le Zaïre estime que la communauté internationale devrait se préoccuper plus activement du sort des populations zaïroises concernées par la présence persistante de réfugiés sur son sol. Elle devrait aider ces populations à reconstituer leur environnement et leur venir en aide en application de la résolution 49/24 du 2 décembre 1994 qui traite de l'assistance spéciale aux pays d'accueil des réfugiés.

Considérant en outre que les conventions internationales sur les réfugiés doivent être respectées par tous ceux qui y ont adhéré, le gouvernement prie instamment la communauté internationale et spécialement l'Organisation des Nations Unies d'inciter le gouvernement rwandais à faciliter la réconciliation nationale dans le cadre des accords d'Arusha et à réunir les garanties de sécurité nécessaires au retour immédiat et volontaire des réfugiés avant que les conditions sociales des populations locales ne deviennent plus précaires que celles des réfugiés eux-mêmes.

D'un autre côté, le Zaïre affirme qu'il ne peut et n'entend se substituer d'aucune manière au tribunal international institué à l'effet de rechercher et de poursuivre les auteurs de génocide au Rwanda. Afin de couper court aux attentes exprimées par le gouvernement rwandais dans ce sens, l'Organisation des Nations Unies devrait expliciter au gouvernement rwandais que ce mandat est de la seule prérogative du tribunal mis en place par la communauté internationale, étant entendu qu'à l'instar de tous les pays d'accueil des réfugiés rwandais, le Zaïre apportera son concours à ce tribunal dans la mesure de ses moyens.

Enfin, le gouvernement du Zaïre tient à vous informer qu'il rejette catégoriquement toutes les accusations d'encouragement d'entraînement militaire sur son territoire d'opposants hutu aux régimes politiques burundais et rwandais, portées à son endroit.

Pour établir la vérité à ce sujet, mon gouvernement recommande qu'il soit créé sous les auspices des Nations Unies une commission d'enquête dont les termes de référence seraient convenus avec le représentant dont vous m'annoncez la désignation au Zaïre par votre lettre du 8 mai 1995, et à qui vous avez confié la charge de maintenir le contact entre la MINUAR et mon gouvernement. Cette formule est à préférer à celle recommandée par la résolution du Conseil de sécurité qui préconise le déploiement d'observateurs militaires dans le Nord et le Sud Kivu. Un tel déploiement pourrait en effet laisser supposer que le Zaïre aurait effectivement violé les conventions internationales sur les réfugiés, et que la communauté internationale serait, de ce fait, fondée à prévenir de nouvelles violations.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

KENGO wa DONDO.

A Son Excellence Monsieur
BOUTROS BOUTROS GHALI,
Secrétaire Général des Nations
Unies
à NEW-YORK.



OUTGOING FAX NO. 007/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

22 NOV 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>leaf</i>
ATTN.:	DATE: November 21, 1995
FAX NO: 3.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INQUIRY COMMISSION'S VISIT TO ZAIRE	

1. Late last night, I was received, on my request, at the Prime Minister's Office by Mr. Mutiri-Wa-Bashara, the special political adviser of the Prime Minister.
2. At the outset of our discussion, I stressed to Mr. Mutiri how the International Commission of Inquiry was eager to start its work in Zaire before proceeding elsewhere in the region.
3. Furthermore, I told him that the Commission would like to adopt an agenda including dates, time, places, of meetings with the President of Republic, the Prime Minister and other Government Officials.
4. I also mentioned that the Commission wished to discuss specific security arrangements to be provided to the Commission members during their visit and inquiries in Zaire.

5. At last, I informed Mr. Mutiri that the Commission, for briefing journalists on its mission, has scheduled a press conference on its arrival at Kinshasa Airport on Wednesday, 22 November 1995.
6. Mr. Mutiri told me that the Note Verbale sent by the Liaison Office was received and copied to all Departments concerned.
7. The absence from Kinshasa of the Prime Minister and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs did not allow them to reply on time.
8. Moreover, the Commission needs to be patient because the Prime Minister and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs are travelling today November 21, 1995 to Goma to meet President Carter.
9. Upon the return of the Minister of Foreign Affairs to Kinshasa, I will be given either on Wednesday or Thursday the reply of the Government.

Comments:

During our long discussion, I was made to understand informally but unequivocally that the Government want to discuss and agree with the Liaison Office the terms of reference of the mission. When I mentioned the Resolution 1013 (1995) which sets out the terms of reference of the Commission, I was told that the Government would like to know first and in details all the activities of the Commission on the Zairian Territory.

Reference is invited to letter dated 23 June 1995 from the Prime Minister addressed to the Secretary General of the United Nations following the adoption of Resolution 997 (1995), (copy attached). The two last paragraphs of the letter were underlined and read as follows:

"Enfin, le gouvernement du Zaïre tient à vous informer qu'il rejette catégoriquement toutes les accusations d'encouragement d'entraînement militaire sur son territoire d'opposants hutu aux régimes politiques burundais et rwandais, portées à son endroit.

Pour établir la vérité à ce sujet, mon gouvernement recommande qu'il soit créé sous les auspices des nations Unies une commission d'enquête dont les termes de référence seraient convenues avec le représentant dont vous m'annoncez la désignation au Zaïre par votre lettre du 8 mai 1995, et à qui vous avez confié la charge de maintenir le contact entre la MINUAR et mon gouvernement. Cette formule est à préférer à celle recommandée par la résolution du conseil de sécurité qui préconise le déploiement d'observateurs militaires dans le Nord et le Sud du Kivu. Un tel déploiement pourrait, en effet, laisser supposer que le Zaïre aurait effectivement violé les conventions internationales sur les réfugiés, et que la communauté internationale serait, de ce fait, fondée à prévenir de nouvelles violations."

10. I was asked to advise the Commission to abstain from giving any press conference on its activities in Zaïre unless the two parties agree upon the terms of reference of the mission.
11. It is also felt from here that the time the Commission want to spend in Zaïre is too much and should be reduced.
12. The idea of travelling daily across the border to Gisenyi, Rwanda for accommodations would be rejected by Zaïrian Authorities.
13. Based on my discussions with Mr. Mutiri-Wa-Bashara, I recommend that the travel of the Commission to Zaïre be postponed until some arrangements are found with the Zaïrian Government.
14. Best regards.



Kinshasa, le 23 JUIN 1995

N° PM/Q1/MNT/ 0603 /95.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le 9 juin dernier, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 997 (1995). Cette résolution appelle des commentaires de la part de mon gouvernement.

Le gouvernement de mon pays se conforte en effet de plus en plus dans l'idée que la communauté internationale penche à rechercher sur le territoire zaïrois et non à partir du Rwanda les solutions à la question des réfugiés rwandais.

Si l'on considère que le déploiement du contingent zaïrois de surveillance des camps de réfugiés a contribué à atténuer fortement les tensions et l'insécurité qui régnaient autour de ces camps, il n'en demeure pas moins que la confiscation par le gouvernement rwandais en février et mars derniers des convois alimentaires destinés aux camps de réfugiés situés au Zaïre, les massacres de KIBENO et le surpeuplement des prisons rwandaises ont gravement ravivé les tensions et l'insécurité au Rwanda.

C'est pourquoi mon gouvernement est d'avis que la mission de la MINUAR devrait être prolongée afin de permettre que soient créées en territoire rwandais les conditions propices au retour volontaire des réfugiés. De cette manière, tout risque de reprise du climat d'insécurité consécutif à la présence massive de ces réfugiés au Zaïre pourrait être progressivement écarté et un arrêt mis à la dévastation écologique, sociale, sanitaire et économique occasionnée par cette présence.

Sur ce dernier aspect, le Zaïre estime que la communauté internationale devrait se préoccuper plus activement du sort des populations zaïroises concernées par la présence persistante de réfugiés sur son sol. Elle devrait aider ces populations à reconstituer leur environnement et leur venir en aide en application de la résolution 49/24 du 2 décembre 1994 qui traite de l'assistance spéciale aux pays d'accueil des réfugiés.

Considérant en outre que les conventions internationales sur les réfugiés doivent être respectées par tous ceux qui y ont adhéré, le gouvernement prie instamment la communauté internationale et spécialement l'Organisation des Nations Unies d'inciter le gouvernement rwandais à faciliter la réconciliation nationale dans le cadre des accords d'Arusha et à réunir les garanties de sécurité nécessaires au retour immédiat et volontaire des réfugiés avant que les conditions sociales des populations locales ne deviennent plus précaires que celles des réfugiés eux-mêmes.

D'un autre côté, le Zaïre affirme qu'il ne peut et n'entend se substituer d'aucune manière au tribunal international institué à l'effet de rechercher et de poursuivre les auteurs de génocide au Rwanda. Afin de couper court aux attentes exprimées par le gouvernement rwandais dans ce sens, l'Organisation des Nations Unies devrait expliciter au gouvernement rwandais que ce mandat est de la seule prérogative du tribunal mis en place par la communauté internationale, étant entendu qu'à l'instar de tous les pays d'accueil des réfugiés rwandais, le Zaïre apportera son concours à ce tribunal dans la mesure de ses moyens.

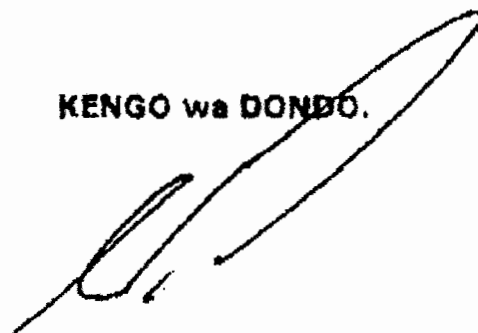
Enfin, le gouvernement du Zaïre tient à vous informer qu'il rejette catégoriquement toutes les accusations d'encouragement d'entraînement militaire sur son territoire d'opposants hutu aux régimes politiques burundais et rwandais, portées à son endroit.

Pour établir la vérité à ce sujet, mon gouvernement recommande qu'il soit créé sous les auspices des Nations Unies une commission d'enquête dont les termes de référence seraient convenus avec le représentant dont vous m'annoncez la désignation au Zaïre par votre lettre du 8 mai 1995, et à qui vous avez confié la charge de maintenir le contact entre la MINUAR et mon gouvernement. Cette formule est à préférer à celle recommandée par la résolution du Conseil de sécurité qui préconise le déploiement d'observateurs militaires dans le Nord et le Sud Kivu. Un tel déploiement pourrait en effet laisser supposer que le Zaïre aurait effectivement violé les conventions internationales sur les réfugiés, et que la communauté internationale serait, de ce fait, fondée à prévenir de nouvelles violations.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

KENGO wa DONDO.

A Son Excellence Monsieur
BOUTROS BOUTROS GHALI,
Secrétaire Général des Nations
Unies
à NEW-YORK.





UNAMIR

1995 NOV 22 A 1:06

OUTGOING FAX NO. 6290

PAGE 1 OF 4

MIR NO.

MISC NO. 3860

A: MR. CHEIKH GAYE DIRECTEUR BUREAU DE LIAISON MINUAR - KINSHASA	DE: W. DE SOUZA DIR. EXEC. UNAMIR KIGALI, RWANDA
ATTN: INFO:	DATE:
FAX NO: 212-376.9466	PHONE: 212-963-3093 FAX NO: 212-963-3090
ORIGINATOR:	SECTION: OSRSG
SUBJECT: Résolution 1013 du Conseil de Sécurité	

Suite à votre entretien téléphonique de ce matin avec le Représentant Spécial, veuillez trouver, ci-joint, le texte de la résolution 1013 du Conseil de Sécurité.

Salutations.

1995 NOV 22 A 1:29
UNAMIR

UNITED
NATIONS

CNR 254 P 2/6

S ^{P2/4}
MISC-3860



Security Council

PROVISIONAL

S/1995/771
6 September 1995

ORIGINAL: ENGLISH

Resolution 1013 (1995) of 7 SEPT 1995

~~Botswana, Honduras, Indonesia, Nigeria, Oman and Rwanda~~
~~draft resolution~~

The Security Council,

Recalling all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolutions 918 (1994) of 17 May 1994, 997 (1995) of 9 June 1995 and 1011 (1995) of 16 August 1995,

Having considered the letter of the Secretary-General to the President of the Security Council dated 25 August 1995 (S/1995/761), on the establishment of a Commission of Inquiry,

Having also considered the note verbale of 10 August 1995 from the Government of Zaire to the President of the Security Council (S/1995/683) and welcoming the proposal of the Government of Zaire contained therein for the establishment under the auspices of the United Nations of an international commission of inquiry and its offer to assist such a Commission established under United Nations auspices,

Recognizing that destabilizing influences in the Great Lakes region, including the illegal acquisition of arms, can be prevented by the cooperative efforts of all Governments concerned,

Expressing once again its grave concern at allegations of the sale and supply of arms and related material to former Rwandan government forces in violation of the embargo imposed under its resolutions 918 (1994), 997 (1995) and 1011 (1995), and underlining the need for Governments to take action to ensure the effective implementation of the embargo,

Underlining the importance of regular consultations between the Commission of Inquiry and the countries concerned, as appropriate, in view of the necessity to respect the sovereignty of States in the region,

1. Requests the Secretary-General to establish, as a matter of urgency, an International Commission of Inquiry, with the following mandate:

060907

S/1995/771
English
Page 2

CNR 254 P 3/6

P 3/4
MISC3860

(a) To collect information and investigate reports relating to the sale or supply of arms and related material to former Rwandan government forces in the Great Lakes region in violation of Council resolutions 918 (1994), 997 (1995) and 1011 (1995);

(b) To investigate allegations that such forces are receiving military training in order to destabilize Rwanda;

(c) To identify parties aiding and abetting the illegal acquisition of arms by former Rwandan government forces, contrary to the Council resolutions referred to above; and

(d) To recommend measures to end the illegal flow of arms in the subregion in violation of the Council resolutions referred to above;

2. Recommends that the Commission to be appointed by the Secretary-General be composed of five to ten impartial and internationally respected persons, including legal, military and police experts, under the Chairmanship of an eminent person, and assisted by the appropriate support staff;

3. Calls upon States, relevant United Nations bodies, including the Committee established by resolution 918 (1994), and as appropriate, international humanitarian organizations, and non-governmental organizations, to collate information in their possession relating to the mandate of the Commission, and requests them to make this information available as soon as possible;

4. Requests the Secretary-General to report to the Council on the establishment of the Commission, and further requests him to submit, within three months from its establishment, an interim report on the conclusions of the Commission and, as soon as possible thereafter, to submit a final report, containing its recommendations;

5. Calls upon the Governments of the States concerned in which the Commission will carry out its mandate to cooperate fully with the Commission in the fulfilment of its mandate, including responding positively to requests from the Commission for security, assistance, and access in pursuing investigations, including:

(a) Adoption by them of any measures needed for the Commission and its personnel to carry out their functions throughout their respective territories with full freedom, independence, and security;

(b) Provision by them of all information in their possession which the Commission requests, or is otherwise needed to fulfil its mandate, and free access for the Commission and its staff to any relevant archives;

(c) Freedom of access at any time, for the Commission and its staff to any establishment or place as they deem necessary for their work, including border points, airfields, and refugee camps;

1-09-08 01:48 5602

UNITED NATIONS HQS NEW YORK

P4/4
misc3840
004

CNR 254 P 4/6
S/1998/771
English
Page 3

(d) Appropriate measures to guarantee the safety and security of the members of the Commission and guarantees from the Governments of full respect for the integrity, security and freedom of witnesses, experts and any other persons working with the Commission in the fulfilment of its mandate;

(e) Freedom of movement for members of the Commission, including freedom to interview any person in private, at any time, as appropriate;

(f) The grant of relevant privileges and immunities in accordance with the General Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations;

6. Recommends that the Commission begin its work as soon as possible and to this end requests the Secretary-General to pursue his consultations with the countries of the region;

7. Calls upon all States to cooperate with the Commission in facilitating its investigations;

8. Encourages States to make voluntary contributions to the Secretary-General's United Nations Trust Fund for Rwanda as a supplement to financing the work of the Commission as an expense of the organization, and to contribute through the Secretary-General equipment and services to the Commission;

9. Decides to remain seized of the matter.

F/IN-30TD

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE

NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 006/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

21 NOV 1995

OFFICE OF THE SRS
UNAMI

TO: Mr. Shaharyar Khan SRS UNAMIR Kigali, Rwanda	FROM: Cheikh-Tidiane Gage Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire.
ATTN.:	DATE: November 20, 1995
FAX NO: 3.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INQUIRY COMMISSION'S VISIT TO ZAIRE	

1. Please find attached herewith copies of the Note Verbale sent to the Ministry of Foreign Affairs and the Internal Memorandum to the United Nations Agencies on the International Commission Inquiry.
2. As you are aware, the Prime Minister and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs returned from their trip abroad.
3. This morning, I pointed out to their Chiefs of Cabinet the fact that the Commission would appreciate a prompt reply from the Government of

Please copy to

- Mr Conde
- Mr Zorilla
- Ms L. Rafii

21-11-95

WS fait le 22/11/95

Reçu le 21 NOV. 1995

-2-

Zaire, in order to finalize the programme of visit.

4. Best regards.

C

C

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

14/95

La Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) au Zaïre présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et, se référant à sa Note Verbale du 14 novembre 1995 relative au séjour au Zaïre de la Commission Internationale d'Enquête, a l'honneur de l'informer que les membres de la dite Commission arriveront à Kinshasa le 22 novembre 1995 à 11h40 du matin par Cameroon Airlines en provenance de Nairobi.

La Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères l'assurance de sa très haute considération.



Fait à Kinshasa, le 20 Novembre 1995



INTEROFFICE MEMORANDUM

DATE : 20 Novembre, 1995

AUX : Chefs de Mission et Représentants
des Institutions Spécialisées
et ONG

De : Cheikh-Tidiane Gaye *hsf*
Directeur
Bureau de Liaison de la MINUAR
KINSHASA, ZAIRE.

Subject: Séjour au Zaïre de la Commission Internationale d'Enquête

La Commission Internationale d'Enquête établie conformément à la Résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, arrivera à Kinshasa le 22 novembre 1995 à 11h40 par Cameroon Airlines en provenance de Nairobi.

La Commission est composée des membres suivants:

Ambassadeur Mahmoud Kassem, Egypte (Président)
Inspecteur Jean-Michel Hanssens, Canada
Colonel Jurgen G.H. Almeling, Allemagne
Lt. Colonel Jan Meijvogel, Pays-Bas
Brigadier Mujahid Alam, Pakistan
Colonel Lamek Mutanda, Zimbabwe

Au cours de son séjour à Kinshasa, les membres de la Commission souhaiteraient rencontrer les Chefs de Mission et Représentants des Institutions Spécialisées et des ONG.

La date et le lieu de la réunion vous seront communiqués ultérieurement.



NOTE TO THE SRSG

Subject: Visit to Zaire of the International on arms flow

1. Mr. Cheick Gaye called from Kinshasa this afternoon to inform us that the International Commission on arms flow would begin its visit to Zaire on Wednesday, 22 November. According to Mr. Gaye the Chairman had announced that he would give a press conference upon arrival. Mr. Gaye was somewhat worried about that. He would sound the Zairean authorities on such a press conference and would let us know their reaction. I told him that the Chairman did the same when he arrived at Kigali a few weeks ago and that his press conference at the airport was entirely devoted to the commission's mandate which is no secret.
2. Mr. Gaye was also concerned about the fact that the Chairman has indicated that commission members would like to spend the night at Gisenyi after their visit to Goma. I told him that the reason may simply be that Gisenyi has better hotel accommodation.
3. Mr. Gaye will soon send a fax on these issues.

WS

Wilfrid de Souza
20 November 1995

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO:		
A: Col. Tikoca and Ms. Rafii		
FROM:		
DE: Wilfrid de Souza <i>WS</i>		
Room No. - No de bureau	Extension - Poste	Date
		15/11/95
FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Mr. Gaye called late yesterday evening to say that, contrary to what is indicated in the attached fax, he has not been able to contact Ambassador Kassem by fax or by telephone as the numbers he had did not answer. Can you do something about it?

F/N - 2944

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 004/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

RECEIVED

15 NOV 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIRUNAMIR
15 NOV 14 P 4:59

copy - TIKOCA

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR Kigali, Rwanda	FROM: Cheikh-Tidiane Gage Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire.
ATTN.:	DATE: November 14, 1995
FAX NO: 3.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INQUIRY COMMISSION'S VISIT TO ZAIRE	

1. Thank you for your memo dated November 13, 1995, received on the 14th of November informing me on the Commission's plan to visit Zaire.
2. Attached please find for your information a copy of the Note Verbale sent to the Foreign Affairs Ministry on the above matter.
3. According to the information received, and which is to be confirmed, the Prime Minister, Mr. Kengo Wa Dondo is supposed to return to Kinshasa on Sunday, November 19, 1995.

ED
CAT

SRSG

Reçu le 15 NOV. 1995

-2-

- This is what the committee wants to see 15'*
4. Zairian Authorities wish that the Mission come first of all to Kinshasa to meet the Prime Minister, Mr. Kengo Wa Dondo and the Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs, Mr. Kamanda Wa Kamanda and others dignitaries. They also advise the Mission to be accompanied by two or three Zairians during its visit to the Eastern Zaire.
 5. As advised by Colonel Tikoca, I tried without success to call you today from 12:30 through 13:00 Kigali time. I finally left a message to the operator for your attention.
 6. I also sent a copy of the Note Verbale for Ambassador Mahmoud Kassem's attention to Nairobi.
 7. Best regards.

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 005/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

TO: H.E. Ambassador Mahmoud Kassem Chairman U.N. INQUIRY COMMISSION Nairobi	FROM: Cheikh-Tidiane Gage Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>leaf</i>
ATTN.:	DATE: November 14, 1995
FAX NO: 254262668	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INQUIRY COMMISSION'S VISIT TO ZAIRE	

1. Attached please find for your information a copy of the Note Verbale sent to the Foreign Affairs Ministry on the above matter.
2. This is to inform you that the Prime Minister, Mr. Kengo Wa Dondo is likely to return to Kinshasa on Sunday, November 19, 1995, but this information is to be confirmed.
3. Best regards.

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

12/95

NOTE VERBALE

La Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) au Zaïre présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et, se référant à la lettre CNR-315 du 24 octobre 1995 adressée au Chargé d'Affaires a.i. du Zaïre auprès de l'ONU par M. S. Iqbal Riza, Sous-Secrétaire Général aux Opérations de Maintien de la Paix, a l'honneur de l'informer que la Commission Internationale d'enquête établie conformément à la Résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995, se propose d'effectuer une visite de travail au Zaïre.

La composition de la Commission est la suivante:

Ambassadeur Mahmoud Kassem, Egypte (Président)
Inspecteur Jean-Michel Hanssens, Canada
Colonel Jurgen G. H. Almeling, Allemagne
Lt. Colonel Jan Meijvogel, Pays-Bas
Brigadier Mujahid Alam, Pakistan
Colonel Lamek Mutanda, Zimbabwe

Au cours de son séjour au Zaïre, la Commission souhaiterait rencontrer le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense, le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, et toute autre personnalité recommandée par le Gouvernement du Zaïre et susceptible de contribuer positivement au travail de la Mission.

-2-

Ensuite, les Membres de la Commission souhaiteraient se rendre à Gbadolite pour une visite de courtoisie à Son Excellence le Président de la République. Au cours de cette visite, le Président de la Commission Internationale d'enquête, Son Excellence l'Ambassadeur Mahmoud Kassem remettra à Son Excellence Monsieur le Président de la République une lettre du Secrétaire Général des Nations Unies.

Enfin, les Membres de la Commission se rendront dans la Région Est du Zaïre pour une visite de plusieurs jours.

Afin d'établir le programme de sa visite dont la version finale sera soumise au gouvernement du Zaïre, la Commission serait reconnaissante aux Autorités zaïroises de lui indiquer la date de retour à Kinshasa de Monsieur le Premier Ministre et toute autre information utile à la programmation de la dite visite.

La Représentation du Bureau de Liaison de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères l'assurance de sa très haute considération.

Fait à Kinshasa le 12 Novembre 1995



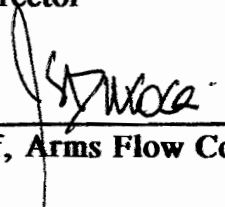


MEMORANDUM

TO: Ms. Isel Rivero
Special Assistant to the SRSG

INFO: Amb. Shaharyar M. Khan
SRSG

Mr. Wilfrid De Souza
Executive Director

FROM: I.D. Tikoca 
Support Staff, Arms Flow Commission

DATE: 14 November 1995

SUBJECT: Information Collection Request

Vu
WS

1. The Arms Flow Commission would like to be furnished with detail information of the following:
 - a) The assassinations of the late President and Prime Minister of Rwanda,
 - b) Operation Turquoise,
 - c) Ex-Minister, Mr. Sendashonga.
2. Reference your memo of 13 November 1995. The Support Staff of the Commission request access to the information contained in the OSRSG's files and the Mission archives.
3. For your necessary action, please.
4. Best regards.

Reçu le 14 NOV. 1995



MOST IMMEDIATE

TO: Mr. Cheikh Tidiane Gaye
Director, UNAMIR Liaison Office
Kinshasa, Zaire

FAX NO: 212/963 769466

FROM: Sharharyar M. Khan
SRSG

DATE: 13 November 1995

SUBJECT: Inquiry Commission's Visit to Zaire

1. The Inquiry Commission would like to schedule its visit to Kinshasa as soon as Zaire's Prime Minister and Foreign Minister return. The Commission would call on them as also on other dignitaries in Kinshasa.
2. The Commission then intends to proceed to Gbadolite to call on the President, to whom the leader would present Secretary-General's letter personally. Thereafter, the Commission intends to travel to Eastern Zaire for a visit of several days.
3. Please make arrangement for these appointments/visits. You may consult the leader Ambassador Mohamoud Kassem at Nairobi telephone no. 254-2-62244, fax no. 254-2-62668.
4. Please keep us informed of Commission's Programme.

cc: ED
CAO
CPO
Mr. Tikoca
Col. Nelson
Ms. Rafii

Reçu le 13 nov. 1995

1002 ep. 4/11

JESSANDE

AIR TASK REQUEST FORM (1 JUNE 95)

IDENTITY OF APPLICANT

1. A. Name. JESSANDE, Beaudrya.
- B. Branch or Section. CS256 - Protocol
- C. Location, Building, Room Number. HQ # 406C
- D. Telephone Number or method of Contact. #11069 PA ch 9

FLIGHT REQUEST

2. A. Date of task. 10/11 B. Return date 10/11
- C. Task description (incl special instruction/Info).

FOR THE DATE AND THE SITES TO BE VISITED, A CONTACT LIAISON OFFICER (Lt Col. NELSON, DCHO #11124

3. A. Passengers. (UN ID NUMBER, NAME)

- | | |
|--|------------------------------|
| (1) <u>Amb Mahmoud Kassem.</u> | (5) <u>Brig Mujahid Alam</u> |
| (2) <u>Inspt. Jean-Michel Hanssens</u> | (6) <u>Col Lamek Mutanda</u> |
| (3) <u>Col. Jurgen G. H. Almeting</u> | (7) <u>Col. A.C. Nelson</u> |
| (4) <u>Lt. Col. Jan Meijvogal</u> | |

- B. Luggage (weight).

<p>4. Pick Up Point (PUP). <u>Kigali Heliprt</u></p> <p>A. FROM TIME CALLSIGN</p>	<p>4. Drop of Point (DOP)</p> <p>B. TO TIME Callsign</p>
<p>5. RETURN FLIGHT PUP</p> <p>A. FROM TIME Callsign</p>	<p>5. RETURN FLIGHT PUP</p> <p>B. TO TIME Callsign</p>

6. AUTHORIZING AGENT Matt APPOINTMENT CAO
DATE SIGNED:

7. RECOMMENDATION BY SO2 G3(Air). Willy-L...
Signature SO2 G3(Air)
CASEVAC OPERATIONAL SPACE AVAL COST RECOVER

8. FLIGHT AUTHORIZED

Comments: Authorized

This mission request is a valid operational requirement and meets the UNAMIR mission mandate.
FC Through DCOS Ops 2-6

Comments: _____

This mission meets UNAMIR requirements and is approved.
CAO through AirOps

**INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY,
VISIT TO RWANDA, 8 - 11 NOVEMBER 1995**

Re: Security Council Resolution no. 1013 of 7 September, 1995

SCHEDULE

Composition of the Commission:

Chairman	-	Ambassador Mahmoud Kassem
Members	-	Inspector Jean-Michel Hanssens Colonel Jurgen G.H. Almeling Lt Colonel Jan Mujoogel Brigadier Mujahid Alam Colonel Lamek Mutanda
Support Staff	-	Legal Affairs, Miss Ladan Rafii Political Affairs, Mr Isoa D. Tikoca Military officer, Col. André C. Nelson Secretary, (to be announced) Security, Mr Jack Klassen

WEDNESDAY, 8 NOVEMBER:

10:00 a.m.	Arrival at Kigali International Airport by UNAMIR flight from Nairobi
	- Welcome by Ambassador S.M. Khan, SRSG, accompanied by, Mr Wilfred de Souza, Executive Director Mme I. Rivero, Special Assistant
	- Press conference, Official in Charge, Mr I Diallo, Spokesman
	- Transfer and check-in at Mille Collines Hotel Mr A. Jabbar, Protocol/Security
12:30	Lunch at Mille Collines Hotel
2:00-4:00 p.m.	Visit to UNAMIR/HQ, "Amahoro" Hotel
	- Briefing by SRSG, F.C, CAO, COS, G3 (main conference room, ground floor)

- 4:00 p.m. Meeting with Minister of Foreign Affairs and Cooperation
- H.E. Mr Anastase Gasana (Office of the Minister)
- 5:30p.m. Visit to High Commission for Refugees head office
- Meeting with Mr Roman Urasa

THURSDAY, 9 NOVEMBER

Briefing by the Government

- 10:00 a.m. - H.E. the President of the Rwanda, Mr Pasteur Bizimungu
- 11:00 a.m. - H.E. the Vice-President and Minister of Defence, Maj. Gen. Paul Kagame
(to be confirmed by State Protocol)

FRIDAY, 10 NOVEMBER

Visit to sectors - Gisenyi, Kibuye and Cyangugu or others, such as Kibungo, Byumba, Burundi border etc...

SATURDAY, 11 NOVEMBER

- 10:15 a.m. Departure from Kigali for Nairobi by UNAMIR flight

NOTES

- Accommodation:* the administration's accommodation unit (Mr Ali Abdallah, ext# 11725) has reserved eight rooms for the members of the Commission at Mille Collines Hotel, tel.no. 76530.
- Transport:* The CTO has provided for use by the Commission one mini-bus (no.244, driven by Mr Tarcisse) and one Fore-Runner (no.1413, driven by Mr Eustache); Mr N. Jorsling, CTO, ext.# 11087
- Security:* To be ensured by Deputy Chief-of-Staff, Operations (ext.# 11186) and the Chief of Security (ext.# 11073). The escort will be appointed by the same Officer.

Office of the SRSG, Protocol ext.# 11069/11071
B.P. Dessandé, Chief of Protocol.
07.11.95



**Press Statement by the Chairman of the
International Commission of Inquiry**

The Security Council, in its resolution 1013 (1995) dated 7 September 1995, requested the Secretary-General of the United Nations to establish, as a matter of urgency, an International Commission of Inquiry to investigate reports of military training and arms transfers to former Rwandan government forces in violation of the embargo imposed under its resolutions 918 (1994), 997 (1995) and 1011 (1995).

The mandate of the International Commission as outlined in resolution 1013 (1995) is:

- (a) to collect information and investigate reports relating to the sale or supply of arms and related matériel to former Rwandan government forces in the Great Lakes region in violation of Council resolutions 918 (1994), 997 (1995) and 1011 (1995);
- (b) to investigate allegations that such forces are receiving military training in order to destabilize Rwanda;
- (c) to identify parties aiding and abetting the illegal acquisition of arms by former Rwandan Government forces, contrary to the Council resolutions referred to above;
- (d) to recommend measures to end the illegal flow of arms in the subregion in violation of the Council resolutions referred to above.

On 20 October 1995, the Secretary-General of the United Nations appointed the International Commission of Inquiry, consisting of:

- Ambassador Mahmoud Kassem, Egypt (Chairman);
- Inspector Jean-Michel Hanssens, Canada;
- Colonel Juergen G.H. Almeling, Germany;
- Lt. Colonel Jan Meijvogel, Netherlands;
- Brigadier Mujahid Alam, Pakistan; and
- Colonel Lameck Mutanda, Zimbabwe.

The Security Council in its resolution 1013 also calls upon the Governments of the States of the Great Lakes Region, in which the International Commission will carry out its mandate, to cooperate fully with the Commission, including responding positively to requests from the Commission for assistance, access in pursuing investigations, and appropriate measures to guarantee the safety and security of the members of the Commission and guarantees from the Governments of full respect for the integrity, security and freedom of witnesses, experts and any other persons working with the Commission in the fulfilment of its mandate.

Reçu le 8 NOV. 1995



**Conférence de presse par le Président de la
Commission Internationale d'Enquête**

Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995, prie le Secrétaire général des Nations Unies d'établir d'urgence une Commission Internationale d'Enquête sur des rapports concernant l'entraînement militaire et les transferts d'armes aux anciennes forces gouvernementales rwandaises en violation de l'embargo imposé par ses résolutions 918 (1994), 997 (1995) et 1011 (1995). Le mandat de la Commission Internationale d'Enquête approuvé par la résolution 1013 (1995) est:

- a) De recueillir des renseignements et d'enquêter sur les informations faisant état de la vente ou de la fourniture d'armes et de matériel connexe aux anciennes forces gouvernementales rwandaises dans la région des Grands Lacs, en violation des résolutions 918 (1994), 997 (1995) et 1011 (1995) du Conseil de sécurité;
- b) D'enquêter sur les allégations selon lesquelles ces forces recevraient un entraînement militaire en vue de déstabiliser le Rwanda;
- c) D'identifier les parties qui aident les anciennes forces gouvernementales rwandaises à acquérir illégalement des armes ou les soutiennent dans cette entreprise, contrevenant ainsi aux résolutions du Conseil visées plus haut;
- d) De recommander des mesures visant à mettre un terme aux mouvements illicites d'armes dans la sous-région qui constituent une violation des résolutions du Conseil visées plus haut.

Le 20 octobre 1995, le Secrétaire général a nommé comme Président et membres de la Commission Internationale les personnes suivantes:

Ambassadeur Mahmoud Kassem (Egypte) (Président)
Inspecteur Jean-Michel Hanssens (Canada)
Colonel Jürgen G.H. Almeling (Allemagne)
Lieutenant-colonel Jan Meijvogel (Pays-Bas)
Général Mujahid Alam (Pakistan)
Colonel Lameck Mutanda (Zimbabwe)

Le Conseil de sécurité demande dans sa résolution 1013 aux gouvernements des Etats de la région des Grands Lacs, où la Commission Internationale accomplira sa tâche, de coopérer pleinement avec elle, notamment en répondant favorablement aux demandes de la Commission concernant l'assistance et les facilités d'accès nécessaires au déroulement de ses enquêtes et de prendre les mesures voulues pour garantir la sécurité des membres de la Commission ainsi que le plein respect de l'intégrité, de la sécurité et de la liberté des témoins, des experts et de toute autre personne aidant la Commission dans l'accomplissement de son mandat.

En application de ladite résolution, il est notre intention de contacter les gouvernements de tous les Etats de la région des Grands Lacs, ainsi que tout autre gouvernement, organisation non gouvernementale ou organisation humanitaire internationale susceptible de détenir des informations appropriées.

Reçu le 8 NOV. 1995

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

**FACSIMILE TRANSMISSION**UNAMIR
1995 NOV - 7 - 19

TO: Mr. Shaharyar Khan
SRSG
UNAMIR, Kigali

FAX #: 3.3090

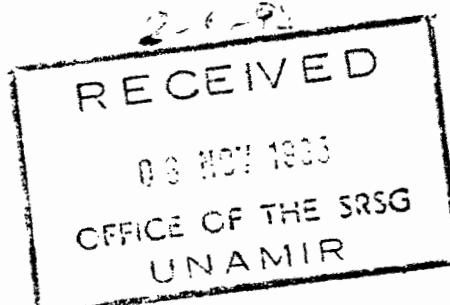
FROM: Elisabeth Lindenmayer, Principal Officer
DPKO

FAX #: 3.6460

DATE: 7 November 1995

PAGE: 1 of 3

copy

ED
7-11-95
T. 1000
L. 1000
S. 1000

For your information. Best regards.

Vu
WS

Reçu le 8 NOV. 1995



Press Release Security Council

Department of Public Information • News Coverage Service • New York

SC/6119

3 November 1995

COMMISSION OF INQUIRY TO INVESTIGATE REPORTS OF MILITARY TRAINING

AND ARMS TRANSFER TO RWANDA WILL VISIT FIVE AFRICAN COUNTRIES

The International Commission of Inquiry to Investigate Reports of Military Training and Arms Transfers to Former Rwandese Government Forces, was appointed by the Secretary-General of the United Nations on 20 October pursuant to Security Council resolution 1013 (1995). The International Commission will visit Burundi, Rwanda, Uganda, the United Republic of Tanzania and Zaire.

The International Commission is composed of the following members, among them military and police experts: Ambassador Mahmoud Kassem, Egypt (Chairman); Inspector Jean-Michel Hanssens, Canada; Colonel Jurgen G.H. Almeling, Germany; Lt. Colonel Jan Meijvogel, Netherlands; Brigadier Mujahid Alam, Pakistan; and Colonel Lameck Mutanda, Zimbabwe.

The Commission will have a small support staff. Its mandate, as set out in Security Council resolution 1013 (1995) of 7 September, is:

- (a) To collect information and investigate reports relating to the sale or supply of arms and related material to former Rwandan government forces in the Great Lakes region in violation of Council resolutions 918 (1994), 997 (1995) and 1011 (1995);
- (b) To investigate allegations that such forces are receiving military training in order to destabilise Rwanda;
- (c) To identify parties aiding and abetting the illegal acquisition of arms by former Rwandan government forces, contrary to the Council resolutions referred to above; and
- (d) To recommend measures to end the illegal flow of arms in the subregion in violation of the Council resolutions referred to above.

The International Commission is authorized to make contacts with the Governments of all the States in the region, as well as any other Government, non-governmental organisation or international humanitarian organization that may have relevant information.

(more)

For information media—not an official record

- 2 -

Press Release SC/6119
3 November 1995

The Council has called on all States to cooperate with the Commission and to provide it with assistance and any information they may have. The countries concerned have also been asked to provide the International Commission with the freedom of action it needs to carry out its task when visiting border points, airfields and refugee camps, and to guarantee the safety and freedom of movement of the International Commission's members and staff.

The International Commission, which is scheduled to arrive in Rwanda on Monday, 6 November, will submit an interim report to the Secretary-General within three months (or earlier) as stipulated by the Council, and a final report as soon as possible thereafter.

* * * *

TOTAL P.03

Projet de Programme
Commission d'Enquête
Internationale sur les Armes
8-11 novembre 1995

RE: Résolution 1013 du Conseil de Sécurité du 7 septembre 1995

Composition de la Commission:

Président: Ambassadeur Mahmoud Kassem

Membre: Inspecteur Jean-Michel Hanssens
Colonel Jurgen G.H. Almeling
Lt.Colonel Jan Mujoogel
Brigadier Mujahid Alam
Colonel Lamek Mutanda

Personnel d'Appui: Affaires Juridiques: Mlle. Ladan Rafii
Affaires Politiques: M. Isoa D. Tikoca
Officier Militaire: Col. André C. Nelson
Secrétaire: (à identifier)
Sécurité: M. Jack Klassen

Mercredi 9

10H00

Arrivée à l'Aéroport International de Kigali
par vol MINUAR en provenance de Nairobi.

- Accueil par l'Ambassadeur S.M. Khan, SRSG
accompagné de:
 - M. Wilfrid De Souza, Directeur
Exécutif
 - Mme. I. Rivero, Assistant Spécial
- Conférence de presse : Responsable
 - M. I.Diallo, Porte-parole
- Transport et installation à l'Hotel
Meridien:
 - M. A. Jabbar, Protocole/Sécurité

Reçu le 7 NOV. 1995

- 12H30 - Déjeuner à l'Hotel Meridien
- 14H00-16H00 - Visite au Siège de la MINUAR "Hotel Amahoro".
- Briefing: SRSG, FC, CAO, COS, G3 (grande salle de conférence du rez-de-chaussée)
- 16H30 - Rencontre avec le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération:
- S.E. M. Anastase Gasana. (Bureau du Ministre) à confirmer.
- 17H30 - Visite au siège du Haut Commissariat aux Réfugiés. Rencontre avec M. Roman Urasa
- Jeudi 9
- A.M. - Briefing par le Gouvernement
- Président de la République: S.E. M. Pasteur Bizimungu
- P.M. • Vice-Président et Ministre de la Défense: S.E. Gen-Maj. Paul Kagame
- (à confirmer par le Protocole d'Etat)
- Vendredi 10 - Visite des Secteurs: Gisenyi, Kibuye et Cyangugu ou bien autres secteurs, par exemples: Kibungo, Byumba, frontière Burundi, etc...
- Samedi 11
- A.M. - Départ de Kigali pour Nairobi par vol MINUAR.

NOTES:

- Hébergement: La cellule hébergement de l'Administration (M. Ali Abdallah, Ext n° 11725) a réservé 8 chambres pour le compte des membres de la délégation à l'hotel Meridien, tel: 82177/78.
- Transport: Le CTO mettra à la disposition de la Commission des véhicules conformément aux requêtes faites: 3X4 Runners ou 1 mini-bus et 1X4 Runner avec chauffeur. (M. N. Jorsling Ext. n° 11087).
- Sécurité: Sera fournie par le Chef d'Etat-Major Adjoint des Opérations (Ext. 11186) et le Chef de Sécurité (Ext. 11073). L'escorte est désignée par le même officier.

Bureau du Représentant Spécial, Section du Protocole, Ext. 11069

B. P. 
Chef du Protocole



Office of the Spokesman

PRESS RELEASE

UNAMIR NR 95-48

7 November 1995

**VISIT OF THE INTERNATIONAL COMMISSION ON MILITARY
ACTIVITY IN RWANDESE REFUGEE CAMPS**

The members of the International Commission of Inquiry on Rwandese refugees' military training and arms supplies to refugee camps will arrive in Kigali tomorrow, Wednesday 8 November 1995. Upon their arrival at the Airport at 9:45 a.m. they will give a press conference, to which all media are invited.

The Commission was appointed by the Secretary-General, in accordance with Security Council Resolution 1013 (1995) of 7 September 1995, which requested, as a matter of urgency, the establishment of such a Commission to investigate reports of arms transfer to former Rwandese government forces and military training of Rwandese refugees in the Great Lakes' region. Its membership is as follows:

Ambassador Mahmoud Kassem, Egypt	-	Chairman
Inspector Jean-Michel Hanssens, Canada	-	Member
Col. Jürgen G.H. Almeling, Germany	-	Member
Lt. Colonel Jan Meijvogel, Netherlands	-	Member
Brigadier Mujahid Alam, Pakistan	-	Member
Colonel Lamek Mutanzda, Zimbabwe	-	Member

The Commission is expected to proceed to Zaire after Kigali. It will later visit Burundi, Uganda and Tanzania.

Reçu le 7 NOV. 1995

For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84496, 94539, 84510 ext.: # 11075 or 11081 or 11077.

FIN - 2848

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE

NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 003/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

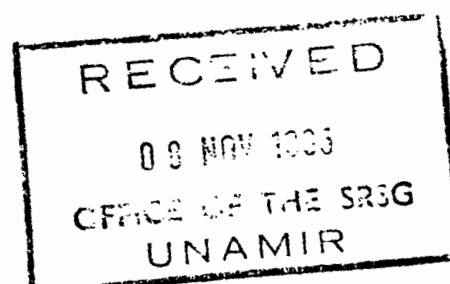
Copy: ED
Ladan Kapi
TIKOLA
ProtocolUNAMIR
1995 NOV -6 P 3:00

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR Kigali, Rwanda	FROM: Cheikh Tidiane Gage Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>bst</i>
ATTN.:	DATE: November 06, 1995
FAX NO: 3.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY (SECURITY COUNCIL RESOLUTION 1013 OF 1995)	

1. Please find attached herewith for your information a copy of the fax sent to Mr. S. Iqbal Riza on the above subject.
2. I would be grateful if you could keep me informed of any further development regarding this matter.
3. Best regards.

Vu
W

SRSG



Reçu le 7 NOV. 1995

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 001/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

TO: Mr. S. Iqbal Riza Assistant Secretary-General For PEACE-KEEPING OPERATIONS	FROM: Cheikh Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>bf</i>
INFO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali	DATE: November 06, 1995
FAX NO: 963-6460	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY (SECURITY COUNCIL RESOLUTION 1013 OF 1995)	

1. This is to thank you for your fax no. 6214-11, dated 03 November 1995 that I have just received this morning, and which is briefing me on developments regarding the above mentioned subject.
2. Please note that the Prime Minister, Mr. Kengo Wa Dondo and the Vice-Prime Minister and Foreign Affairs Minister, Mr. Kamanda Wa

Kamanda left Kinshasa on Saturday, November 4, 1995 with the purpose of visiting some European countries. Their return date is yet unknown.

3. I would be grateful if you could advise me on the Mission's arrival date in Kinshasa.
4. Thanks again and best regards.

7/IN-2847

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 002/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

UNAMIR
1995 NOV -6 P 2:56

TO: Mr. Wilfrid de Souza Executive Director UNAMIR Kigali, Rwanda	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>best</i>
ATTN.:	DATE: November 06, 1995
FAX NO: 212-963-3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY	

1. Thank you for your fax no. 5959 dated November 6, 1995, received the same day and providing information on the above subject.
2. Please could you advise me on the Mission's arrival date in Kinshasa?
3. Best regards.

✓

Reçu le 7 NOV. 1995

E/DIR

URGENT**URGENT**UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDANATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA**NOTE VERBALE**

SRSG/NV/220/95

La Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République Rwandaise et a l'honneur de porter à sa connaissance que la Commission d'Enquête Internationale sur les Armes, établie par le Conseil de Sécurité conformément à sa propre Resolution 1013 du 7 septembre 1995 arrivera le 8 novembre à Kigali où elle séjournera jusqu'au 11 novembre. Cette commission est composée de six membres dont les noms suivent:

-	Ambassadeur Mahmoud Kassem,	Président	(Egypte)
-	Inspecteur Jean-Michel Hanssens,	Membre	(Canada)
-	Colonel Jurgen G.H. Almeling,	Membre	(Allemagne)
-	Lt.Colonel Jan Mujoogel,	Membre	(Pays-Bas)
-	Brigadier Mujahid Alam,	Membre	(Pakistan)
-	Colonel Lamek Mutanda,	Membre	(Zimbabwe)

Au cours de sa première visite au Rwanda la Commission souhaite rencontrer les Autorités locales suivantes :

-	Le Président de la République:	S.E. M. Pasteur Bizimungu;
-	Le Vice-Président de la République et Ministre de la Défense:	S.E. General-Major Paul Kagame;
-	Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale:	S.E. M. Anastase Gasana.

La Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda remercie à l'avance le Ministère des dispositions qu'il vaudra bien prendre pour faciliter ces rencontres et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa très haute considération.



Kigali, le 6 novembre 1995

Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération Internationale
de la République Rwandaise
KIGALI

Reçu le 7 NOV. 1995

ED

ZCZC KGMF3792 ACOM6486
RR BGD BEL KOM LUA GUM MGS NAQ NIC KGM THI JRS ZAG
.NEWYORK (DPI) 03 0856Z

BT
CCM9412-11
OMNIPRESS/UNDEUPRO
SC/6119

3 NOVEMBER 1995

COMMISSION OF INQUIRY TO INVESTIGATE REPORTS OF MILITARY
TRAINING

AND ARMS TRANSFER TO RWANDA WILL VISIT FIVE AFRICAN COUNTRIES
THE INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY TO INVESTIGATE
REPORTS OF MILITARY TRAINING AND ARMS TRANSFERS TO FORMER
RWANDESE GOVERNMENT FORCES, WAS APPOINTED BY THE SECRETARY-
GENERAL OF THE UNITED NATIONS ON 20 OCTOBER PURSUANT TO
SECURITY COUNCIL RESOLUTION 1013 (1995). THE INTERNATIONAL
COMMISSION WILL VISIT BURUNDI, RWANDA, UGANDA, THE UNITED
REPUBLIC OF TANZANIA AND ZAIRE.

THE INTERNATIONAL COMMISSION IS COMPOSED OF THE FOLLOWING
MEMBERS, AMONG THEM MILITARY AND POLICE EXPERTS: AMBASSADOR
MAHMOUD KASSEM, EGYPT (CHAIRMAN); INSPECTOR JEAN-MICHEL
VANSSENS, CANADA; COLONEL JURGEN G.H. ALMELING, GERMANY; LT.
COLONEL JAN MEIJVOGEL, NETHERLANDS; BRIGADIER MUJAHID ALAM,
PAKISTAN; AND COLONEL LAMECK MUTANDA, ZIMBABWE.

THE COMMISSION WILL HAVE A SMALL SUPPORT STAFF. ITS
MANDATE, AS SET OUT IN SECURITY COUNCIL RESOLUTION 1013 (1995)
OF 7 SEPTEMBER, IS:

(A) TO COLLECT INFORMATION AND INVESTIGATE REPORTS RELATING
TO THE SALE OR SUPPLY OF ARMS AND RELATED MATERIAL TO FORMER
RWANDAN GOVERNMENT FORCES IN THE GREAT LAKES REGION IN
VIOLATION OF COUNCIL RESOLUTIONS 918 (1994), 997 (1995) AND
1011 (1995);

(B) TO INVESTIGATE ALLEGATIONS THAT SUCH FORCES ARE RECEIVING
MILITARY TRAINING IN ORDER TO DESTABILIZE RWANDA;

(C) TO IDENTIFY PARTIES AIDING AND ABETTING THE ILLEGAL
ACQUISITION OF ARMS BY FORMER RWANDAN GOVERNMENT FORCES,
CONTRARY TO THE COUNCIL RESOLUTIONS REFERRED TO ABOVE; AND

(D) TO RECOMMEND MEASURES TO END THE ILLEGAL FLOW OF ARMS IN
THE SUBREGION IN VIOLATION OF THE COUNCIL RESOLUTIONS REFERRED
TO ABOVE.

THE INTERNATIONAL COMMISSION IS AUTHORIZED TO MAKE CONTACTS
WITH THE GOVERNMENTS OF ALL THE STATES IN THE REGION, AS WELL
AS ANY OTHER GOVERNMENT, NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION OR
INTERNATIONAL HUMANITARIAN ORGANIZATION THAT MAY HAVE RELEVANT
INFORMATION.

THE COUNCIL HAS CALLED ON ALL STATES TO COOPERATE WITH THE
COMMISSION AND TO PROVIDE IT WITH ASSISTANCE AND ANY
INFORMATION THEY MAY HAVE. THE COUNTRIES CONCERNED HAVE ALSO
BEEN ASKED TO PROVIDE THE INTERNATIONAL COMMISSION WITH THE
FREEDOM OF ACTION IT NEEDS TO CARRY OUT ITS TASK WHEN VISITING
BORDER POINTS, AIRFIELDS AND REFUGEE CAMPS, AND TO GUARANTEE
THE SAFETY AND FREEDOM OF MOVEMENT OF THE INTERNATIONAL
COMMISSION'S MEMBERS AND STAFF.

THE INTERNATIONAL COMMISSION, WHICH IS SCHEDULED TO ARRIVE
IN RWANDA ON MONDAY, 6 NOVEMBER, WILL SUBMIT AN INTERIM REPORT
TO THE SECRETARY-GENERAL WITHIN THREE MONTHS (OR EARLIER) AS
STIPULATED BY THE COUNCIL, AND A FINAL REPORT AS SOON AS
POSSIBLE THEREAFTER.

* * * * *

Vu
WS
copy: ED
Tikoch
ladan
Spokeperson
SA/sasg
1995 NOV -4 A 740
UNAMIR
5-11-95

SLSL FL CAO
Reçu le 6 NOV. 1995

END OF SC/6119
DISSEMINATION AND COMMUNICATION UNIT/DPI - NY HQ

=1104950210GMT

ALT RTD FROM:KGMS

NNNN

ROUTING - REQUEST

IMPORTANT

Please

☒ READ☐ HANDLE☐ APPROVE

and

☐ FORWARD☐ RETURN☐ KEEP OR DISCARD☐ REVIEW WITH ME

To

ED

VOTRE

ATTENTION

(PAS 3 Helicopters
pour demain)

Date

6/11

From

DESSANDE

YOUR COMMENTS

PLEASE DESPATCH

PLEASE RETURN

INITIAL AND FORWARD

PLEASE RETURN

SENT AS REQUESTED

QUEST FORM (1 JUNE 95)

ITY OF APPLICANT

B. Chief of Protocol

256-

m Number. HQ Room # 4060 ext # 11069

hod of Contact. Radio PA 3 CH 3 - 11071

IGHT REQUEST

y 5/11 B. Return date Sunday 5/11
special instruction/Info).

TION TO VISIT BORDER AREA (GOMA)

According to the schedule you
received yesterday the same
delegation will visit NSINDA
prison tomorrow -

NUMBER, NAME) OFFICIALS

(5) Ms. Sandrine TEYSONNEYRE

(6) -

(7) -

TBC

Mr Dessande

Currently there is only one
helicopter available for two missions.
This helicopter has been booked by
the FC.

No helicopter support available.

6/10
6 Nov 95

4. Drop of Point (DOP) GYSENYI/HELI
B. TO SUNDAY 5/11 GYSENYI
TIME
Callsign 6/11 NSINDA
5. RETURN FLIGHT PUP
B. TO KIGALI AEROPORT (HELI)
TIME: 1500
Callsign

6. AUTHORIZING AGENT _____ APPOINTMENT _____
DATE SIGNED:

7. RECOMMENDATION BY SO2 G3(Air). _____
Signature SO2 G3(Air)
CASEVAC OPERATIONAL SPACE AVAL COST RECOVER

8. FLIGHT AUTHORIZED

Comments: _____

This mission request is a valid
operational requirement and
meets the UNAMIR mission mandate.
FC Through DCOS Ops

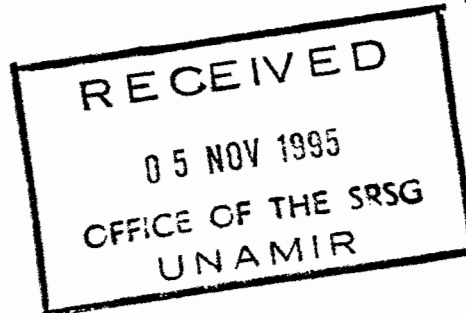
Comments: _____

This mission meets UNAMIR
requirements and is cost
approved.
CAO through AirOps



MINISTERE DE LA JUSTICE
B. P. 160 KIGALI

N° 06 NOV. 1995



Rec'd 06/11/1995
mmmm.

Réf. N° :

Annexe :

Objet :

AUTORISATION DE VISITER LA PRISON DE NSINDA

①
SRSG.
FC
CAO
CSO
foru foru

Les porteurs de la présente répondant aux noms de :

- Monsieur Michael W. SONNENFELDT
- Monsieur Ralph L. CHERMAN
- Monsieur William ROUHANU
- Monsieur Lowell BLANKFORT
- Major Robert FELIZ
- Monsieur Andrew HARRIS
- Monsieur Preston NIBLACK
- Monsieur Francis SHATTUCK
- Ms. Sandrine TEYSSONNEYRE
- Monsieur Robert WHITE

Copy Chief of
Prison
ED

toute délégation américaine appartenant à l'"ASSOCIATION FOR THE UNITED NATIONS OF THE UNITED STATES" sont autorisés à visiter la prison de NSINDA le mardi 7 novembre 1995.
Ils seront accompagné par LT COL. A CHABIR (UNAMIR).

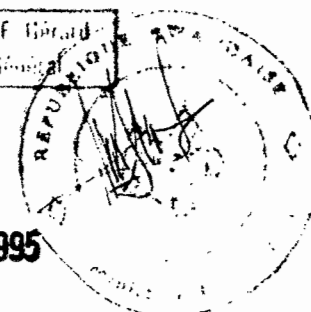
Le Ministre de la Justice,
MUKAMURENZI Marthe

NTASHAMAJE Gérard
Directeur Général

C.P.I à :

Monsieur le Directeur de
prison
NSINDA

Reçu le 6 NOV. 1995



N.B. Il est interdit de prendre des photos, de filmer ou de faire des enregistrements dans toutes les prisons.

F/IN-2847

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 002/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

UNAMIR
1995 NOV -6 P 2:56

TO: Mr. Wilfrid de Souza Executive Director UNAMIR Kigali, Rwanda	FROM: Cheikh-Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>best</i>
ATTN.:	DATE: November 06, 1995
FAX NO: 212-963-3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY	

1. Thank you for your fax no. 5959 dated November 6, 1995, received the same day and providing information on the above subject.
2. Please could you advise me on the Mission's arrival date in Kinshasa?
3. Best regards.

Vu

w? Reçu le 7 NOV. 1995

F/IN 2848

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE

NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 003/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

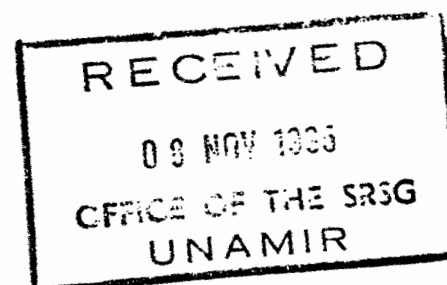
Copy: ED
Ladan Kapi
TIKOC
ProtocolUNAMIR
1995 NOV -6 P 300

TO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR Kigali, Rwanda	FROM: Cheikh Tidiane Gage Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>lef</i>
ATTN.:	DATE: November 06, 1995
FAX NO: 3.3090	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY (SECURITY COUNCIL RESOLUTION 1013 OF 1995)	

1. Please find attached herewith for your information a copy of the fax sent to Mr. S. Iqbal Riza on the above subject.
2. I would be grateful if you could keep me informed of any further development regarding this matter.
3. Best regards.

Vu
WS

SRSG



Reçu le 7 NOV. 1995

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
LIAISON OFFICE
KINSHASA-ZAIRE



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
BUREAU DE LIAISON
KINSHASA-ZAIRE

OUTGOING FAX NO. 001/95/OFF.

MIR NO. _____

MISC NO. _____

TO: Mr. S. Iqbal Riza Assistant Secretary-General For PEACE-KEEPING OPERATIONS	FROM: Cheikh Tidiane Gaye Director UNAMIR LIAISON OFFICE Kinshasa, Zaire. <i>bf</i>
INFO: Mr. Shaharyar Khan SRSG UNAMIR, Kigali	DATE: November 06, 1995
FAX NO: 963-6460	PHONE: 243 88 45 325 FAX NO: (212) 3769466
	SECTION:
SUBJECT: INTERNATIONAL COMMISSION OF INQUIRY (SECURITY COUNCIL RESOLUTION 1013 OF 1995)	

1. This is to thank you for your fax no. 6214-11, dated 03 November 1995 that I have just received this morning, and which is briefing me on developments regarding the above mentioned subject.
2. Please note that the Prime Minister, Mr. Kengo Wa Dondo and the Vice-Prime Minister and Foreign Affairs Minister, Mr. Kamanda Wa

-2-

Kamanda left Kinshasa on Saturday, November 4, 1995 with the purpose of visiting some European countries. Their return date is yet unknown.

3. I would be grateful if you could advise me on the Mission's arrival date in Kinshasa.
4. Thanks again and best regards.



OFFICE OF THE CHIEF ADMINISTRATIVE OFFICER

Rec'd 4/11/95 12:25
CP

DATE: 4 November 1995

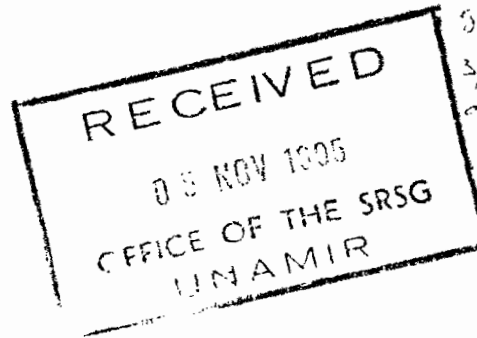
TO: Mr. B. Dessandé, Chief of Protocol WS
FROM: Susan Matthew, CAO *S. Matthew*
SUBJECT: Commission of Inquiry to Investigate Arms Transfer to Rwanda

In a telephone conversation with me today the Security Officer accompanying the above Commission, Mr. Jack Klassen, asked that all members of the Commission be given a security briefing when they arrive in Kigali on 8 November 1995.

I should accordingly like to suggest that your draft programme for the Commission's visit includes a security briefing at the earliest opportunity.

Many thanks.

CC: SRSG
ED
SA/SRSG
CSO



①
To: → A/COS
cc: → MA to FC
→ COS

As discussed yesterday in my office, I don't have yet ~~the~~ any information (military) to build a draft programme

CC: SRSG ✓
ED
... 160.80



OFFICE OF THE CHIEF ADMINISTRATIVE OFFICER

Rec'd 4/11/95 12#25
CP-7

DATE: 4 November 1995

TO: Mr. B. Dessandé, Chief of Protocol
FROM: Susan Matthew, CAO *S. Matthew*
SUBJECT: Commission of Inquiry to Investigate Arms Transfer to Rwanda

In a telephone conversation with me today the Security Officer accompanying the above Commission, Mr. Jack Klassen, asked that all members of the Commission be given a security briefing when they arrive in Kigali on 8 November 1995.

I should accordingly like to suggest that your draft programme for the Commission's visit includes a security briefing at the earliest opportunity.

Many thanks.

CC: SRSG
ED
SA/SRSG
CSO

✓
WS

①
To: → A/COS
cc: → MA to FC
→ COS

As discussed yesterday in my office, I don't have yet
~~the~~ any information (military) to build a draft programme
4/11 CP
mmmm

CC: SRSG ✓
ED
SA/SRSG

Reçu le 4 NOV. 1995

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 3 novembre 1995

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous recommander le porteur de la présente lettre, l'Ambassadeur Mahmoud Kassem, Président de la Commission internationale d'enquête que le Conseil de sécurité m'a prié de créer afin d'enquêter sur les informations selon lesquelles des armes auraient été livrées aux anciennes forces gouvernementales rwandaises installées dans des pays voisins et selon lesquelles ces forces recevraient un entraînement militaire.

Vu
WS

Vous n'ignorez sans doute pas que, dans sa résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995, le Conseil de sécurité a demandé aux gouvernements des États sur le territoire desquels la Commission accomplira sa tâche de coopérer pleinement avec elle à l'exécution de son mandat. Puisque, comme vous le savez, la proposition de créer une commission vient de votre gouvernement, je suis convaincu que celui-ci coopérera pleinement avec la Commission.

La Commission, qui commencera ses travaux au Rwanda avant de les poursuivre au Zaïre, se rendra également au Burundi, dans la République-Unie de Tanzanie et en Ouganda.

Comme vous en conviendrez certainement, il importe au plus haut point que tous les gouvernements de la région des Grands Lacs joignent leurs efforts pour assurer une plus grande stabilité dans la région. La Commission a pour objet de favoriser la réalisation de ce but, en facilitant notamment le retour librement consenti des réfugiés rwandais dans des conditions de sécurité et de dignité. Je sais qu'elle servira ainsi les intérêts du Gouvernement zaïrois ainsi que ceux de tous les autres gouvernements de la région des Grands Lacs.

Son Excellence
Maréchal Mobutu Sese Seko
Président de la République du Zaïre
Kinshasa

Reçu le 13 NOV. 1995

ROUTING - REQUEST

Please

☐

READ

To

☐

HANDLE

☐

APPROVE

or, if

☐

FORWARD

☐

RETURN

☐

KEEP OR DISCARD

☐

REVIEW WITH ME

S-6's letters to
President - a PM of Zaire

See

ED

13.11

Date

From

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Boutros Boutros Ghali

Boutros Boutros-Ghali



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 3 novembre 1995

Excellence,

J'ai l'honneur de vous recommander le porteur de la présente lettre, l'Ambassadeur Mahmoud Kassem, Président de la Commission internationale d'enquête que le Conseil de sécurité m'a prié de créer afin d'enquêter sur les informations selon lesquelles des armes auraient été livrées aux anciennes forces gouvernementales rwandaises installées dans des pays voisins et selon lesquelles ces forces recevraient un entraînement militaire.

Vous n'ignorez sans doute pas que, dans sa résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995, le Conseil de sécurité a demandé aux gouvernements des États sur le territoire desquels la Commission accomplira sa tâche de coopérer pleinement avec elle à l'exécution de son mandat. Puisque, comme vous le savez, la proposition de créer une commission vient de votre gouvernement, je suis convaincu que celui-ci coopérera pleinement avec la Commission.

La Commission, qui commencera ses travaux au Rwanda avant de les poursuivre au Zaïre, se rendra également au Burundi, dans la République-Unie de Tanzanie et en Ouganda.

Comme vous en conviendrez certainement, il importe au plus haut point que tous les gouvernements de la région des Grands Lacs joignent leurs efforts pour assurer une plus grande stabilité dans la région. La Commission a pour objet de favoriser la réalisation de ce but, en facilitant notamment le retour librement consenti des réfugiés rwandais dans des conditions de

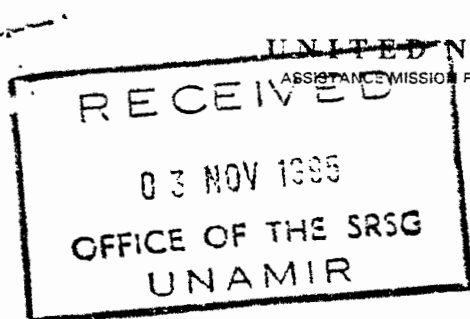
Son Excellence
Monsieur Kengo Wa Dondo
Premier Ministre de la République du Zaïre
Kinshasa

sécurité et de dignité. Je sais qu'elle servira ainsi les intérêts du Gouvernement zaïrois ainsi que ceux de tous les autres gouvernements de la région des Grands Lacs.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.



Boutros Boutros-Ghali



UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

com-TIKOCA
Kadav
2 novembre 1995 5/11/95

- NOTE AU REPRESENTANT SPECIAL -

Re : Commission d'Enquête sur les Armes

Une réunion s'est tenue sur le sujet à 15h00 dans la salle de conférence #4035 :
y ont participé les personnes dont les noms suivent :

- M. B.P. Dessandé, Bureau du SRSG;
- Colonel A. C. Nelson, DCMO;
- Lt. Colonel Chabir, MA to DFC, HQ.LO;
- M. P. Ischlika, CSO.

Le principal point de discussion a porté sur l'établissement d'un programme pour la Commission attendue.

En conclusion, les participants ont déclaré qu'étant donné qu'il s'agit d'une commission d'enquête, en principe indépendante, l'on ne saurait préparer d'avance un programme à son intention, surtout que l'on ne dispose pas de détails sur les grandes lignes des activités à mener sur le terrain.

Citant l'exemple de Kibého, le Lt. Colonel Chabir a souligné que ce dont la Commission aura besoin est beaucoup plus l'appui logistique de la MINUAR que de l'établissement du plan de travail qui doit être établi au sein de la Commission-même. Cet appui consiste à fournir à la Commission:

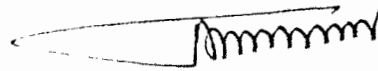
- **Hébergement** : voir le mémorandum du 2/11/95, du Protocole au CAO (en annexe). Etant donné que la lettre du Secrétaire Général du 16/10/95 au Président du Conseil de Sécurité indique que la Commission sera accompagnée d'une petite équipe d'appui (expert juridique, officier de sécurité), l'Administration doit confirmer la taille de la Commission et faire réserver des chambres en fonction du nombre de membres faisant partie de la délégation.

.../...

► Transport : surface/air.

- a) Surface : compte tenu de ce qui précède, les participants ont demandé qu'en plus des deux voitures déjà requises, un troisième véhicule est indispensable.
- b) Air : le DCOS (OPS) en fera la demande en fonction du plan de travail de la Commission.

► Computer : etc ---



B. P. Dessandé

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO: Ms. Matthew

FROM: Wilfrid de Souza *WS*

Room No. - No de bureau Extension - Poste Date 02/11/95

FOR ACTION	<input checked="" type="checkbox"/>	POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL	<input type="checkbox"/>	POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE	<input type="checkbox"/>	POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS	<input type="checkbox"/>	POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?	<input checked="" type="checkbox"/>	POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION	<input checked="" type="checkbox"/>	VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED	<input type="checkbox"/>	COMME CONVENU
AS REQUESTED	<input type="checkbox"/>	SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN	<input type="checkbox"/>	NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION	<input type="checkbox"/>	POUR INFORMATION

Please see the SRSG's
instructions attached.

ED Reçue le 3 NOV. 1995
 Please note I have not
 been involved in making
 a programme for either of
 these visits - perhaps CP
 should be taking the
 required action *WS*
 2/11/95

COM.6 (2-78)

RECEIVED

02 NOV 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

To : SRSG

From : Col Tikoca *Tikoca*

Date : 01 Nov 95

Subject: ARMS FLOW EXPERTS GROUP/MILITARY ADVISER
& Ms LINDENMAYER's VISIT.

Grateful if I could be included as one of UNAMIR members accompanying the various working/visiting groups above.

Kind Regards.

*yes. He would be most useful. (1) Tikoca should
be our liaison officer with the group. Shashung*

*Copy: ED
SALSRSG
CO
2-11-95*

*Vu
WS*

Reçu le 2 NOV. 1995

RECEIVED

02 NOV 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

To : SRSG

From : Col Tikoca *Tikoca*

Date : 01 Nov 95

Subject: ARMS FLOW EXPERTS GROUP/MILITARY ADVISER
& Ms LINDENMAYER's VISIT.

Grateful if I could be included as one of UNAMIR members accompanying the various working/visiting groups above.

Kind Regards.

*yes. He would be most useful. (1) Tikoca should
be our liaison officer with the group. Shashunye*

*Copy: ED
SALSRSG
LO
2-11-95*

Vu
W.C.
Reçu le 2 NOV. 1995